Inst. z. Gesch.
d. Arbeiterbew.

LA RÉVOLTE S'ÉTEND EN INDOCHINE

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 39. — Vendredi 6 juin 1930 HEBDOMADAIRE Prix : 0 fr. 50

LA VOIX DU PATRONAT

Le second ministère Tardieu commençait à languir et surtout le rôle personnel de Tardieu n'y brillait guère. La prospérité promise n'est pas venue. La crise économique dure, la Bourse est dans le marasme.

L'aventurier Tardieu a saisi l'occasion de la rentrée des Chambres pour remédier par l'éloquence aux piètres résultats obtenus par la fameuse politique « réaliste ». A Dijon, il vient de prononcer un discours à effet, destiné à rehausser son prestige.

Dans ce discours, Tardieu montre que s'il est toujours le serviteur dévoué, l'exécutant des volontés des grands capitalistes, il a mis beaucoup d'eau dans le vin de son ambition personnelle.

En somme, *son discours reflète le marasme de la situation économique.* Ne nous y trompons pas, les phrases sur la nécessité d'un « Etat démocratique fort », sur la limitation du droit syndical, sont beaucoup moins significatives que celles dans lesquelles il s'excuse péniblement de n'avoir pas fait surgir la « prospérité » attendue.

Il faut comprendre clairement que Tardieu est le fidèle exécutant des nécessités économiques imposées par la situation objective de la crise capitaliste et dictées par la grande bourgeoisie.

Voici comment Tardieu apprécie la situation: « Une situation essentiellement saine dans ses éléments, s'est trouvée ainsi grevée d'hypothèques matérielles et morales qui, sans toucher à nos forces profondes, alourdissent le rythme de notre activité. Toute négligence des pouvoirs publics aurait provoqué une crise aiguë. » En somme, c'est un aperçu, en style châtié, sur la profondeur de la crise économique : les « éléments » de la situation ne sont pas mauvais (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de chômage, que l'argent est abondant, qu'il y a peu de faillites, que la Bourse n'est pas fiévreuse, mais à plat), mais tout de même des « hypothèques » « alourdissent le rythme de notre activité », c'est-à-dire que l'économie française subit directement le contre-coup de la crise mondiale de surproduction, augmentée par sa propre crise agricole.

Or, ce tableau ne ressemble que de loin aux appels triomphants de la première déclaration ministérielle de Tardieu, et tout son développement sur le rôle de l'Etat s'en ressent : « Ni laissez-faire ni étatisme socialiste, voilà donc la leçon de l'expérience, », dit-il.

C'est là une constatation purement académique. La crise économique oblige à réglementer, dans la mesure où c'est possible et *indispensable,* en régime capitaliste, le marché — « ni laissez-faire » —, mais elle ne peut pas obliger à réglementer d'une façon trop centralisée, sans quoi l'intérêt particulier des concurrents capitalistes entrerait en contradiction avec le pouvoir d'Etat — « ni étatisme socialiste ».

Telle est l'explication du sens fondamental du discours de Tardieu. Tout le reste de ses phrases n'est destiné qu'à donner de la pâture à ses journaux serviles, au *Temps,* au *Matin,* à la *Volonté,* etc.,

Les constatations peu optimistes et craintives sur la situation économique et le rôle de l'Etat, se doublent d'une attaque contre la classe ouvrière et le parti communiste. Là, le forban est maître. La lutte contre les ouvriers est une des tâches principales pour lesquelles la bourgeoisie l'a délégué au pouvoir.

La situation politique et économique est trouble, plastronne l'aventurier, soit, mais la situation sociale s'éclaircit : le parti communiste, espoir du prolétariat, est écrasé. Voici ses propres paroles :

« La politique silencieuse et ferme du gouvernement a provoqué la décomposition du parti communiste, qui n'est plus à même de troubler, comme il y a trois ans, la paix et la liberté de la rue. Son activité, qui depuis lors, paraît se porter de la métropole sur les colonies, n'y rencontrera pas une moins ferme résistance. »

L'Humanité n'a pas osé reproduire ce passage, et pour cause. Le crime principal de la direction du Parti, c'est d'avoir amené celui-ci dans une situation où il est incapable d'entraîner les masses, malgré des circonstances favorables à son activité. Lutte contre la baisse des salaires, contre la prolongation des journées de travail, contre le versement ouvrier des assurances sociales, pour les mouvements prolétariens aux colonies, en un mot contre l'offensive bourgeoise, le parti n'a rien fait. Le Premier Mai a montré le Parti désarmé au milieu d'une classe ouvrière dans l'ensemble indifférente. La police est à toute occasion maîtresse de la rue.

Cela, Tardieu le constate, et *l'Humanité* n'a rien su lui opposer. Tardieu n'est pas un thaumaturge de la finance et de l'économie, mais c'est un sauveur de l'ordre, le deuxième flic de France, après Chiappe. Ce cri de victoire, au sujet du Parti, est le seul de son discours de politicien retors, qui se prétend le successeur des « Thiers, des Gambetta, Ferry, Carnot, etc., » Plat devant les puissances économiques, et suivant docilement leurs injonctions, il se redresse quand il s'agit de frapper le mouvement révolutionnaire, et de gagner à ce travail la confiance des patrons.

Malheureusement, « la troisième période », la période de « l'essor révolutionnaire », est aussi celle où Tardieu peut enregistrer l'affaiblissement du mouvement communiste. Il est clair que depuis deux ans, l'offensive systématique du gouvernement contre le parti, *aidée par les fautes et les erreurs profondes de la direction,* a en grande partie réussi. Tous les moyens ont servi : l'attaque brutale, la corruption, la douche écossaise. Mais ce que Tardieu est incapable de comprendre, c'est que le mouvement communiste est profondément enraciné dans la classe ouvrière, et que sa dépression actuelle n'est indéfiniment à la merci, *ni du gouvernement, ni de sa direction actuelle.* La résurrection du mouvement est liée au développement de l'Opposition de gauche.

Mais que trouve à répondre *l'Humanité ?* Bonte écrit que le discours de Tardieu « *est d'inspiration générale nettement fasciste* ».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tardieu n'est pas un fasciste, et son discours n'est nullement un discours fasciste. Pour masquer sa faiblesse et ses responsabilités, *l'Humanité exagère et dénature le caractère de l'action et de la répression gouvernementales.* Mais, par suite, elle perd toute direction.

Un gouvernement fasciste, appuyé sur le mécontentement des masses petites-bourgeoises, surgit au moment où la crise capitaliste s'annonce sans issue *dans les mois immédiats,* sans autre alternative que la révolution prolétarienne.

En France, nous n'en sommes pas là. Devant la faiblesse du mouvement ouvrier, la bourgeoisie, *à cause de la crise,* a engagé une vaste offensive contre la classe ouvrière. Elle mène cette offensive avec les ressources traditionnelles de son état de classe, et nullement avec les moyens fascistes. Il faut le dire clairement.

La crise capitaliste n'a pas encore le caractère catastrophique que *l'Humanité* lui attribue, et la bourgeoisie ne met pas encore en œuvre les moyens fascistes. Tardieu n'est aujourd'hui que le représentant d'une lutte acharnée contre la classe ouvrière, dans le cadre de l'Etat démocratique capitaliste.

Une période ultérieure de lutte peut voir surgir des formes fascistes de combat, mais c'est qu'alors la crise du capitalisme, au moins en France sera décisive, que les masses petites-bourgeoises seront brusquement ruinées, que le prolétariat sera entré largement en action et que sous sa pression le parti communiste aura retrouvé une direction sérieuse et une ligne d'action marxiste.

P. NAVILLE.

DIVAGATIONS d'un rond-de-cuir

Les bureaucrates de l'I. C. sont de vrais ronds-de-cuir. Des palabres et des discours, c'est bien; mais une action *cohérente et juste,* cela ne fait pas leur affaire. Ecoutez Manouilsky parler de la Révolution espagnole au récent Exécutif de l'I. C. :

« *Il faut se rendre nettement compte* QU'EN DÉPIT DES FORMES DE GUERRE CIVILE *auxquelles donne issue l'essor révolutionnaire d'Espagne, la* CLASSE OUVRIÈRE *ne joue, pour le moment qu'un* RÔLE INFIME *dans ce mouvement. De ce fait, les mouvements de cet ordre défilent sur l'écran historique comme un simple épisode* (!) *qui ne laisse pas de trace profonde dans l'esprit des masses travailleuses* (! !) ILS N'ENRICHISSENT PAS LEUR EXPÉRIENCE DE LA LUTTE DE CLASSES (! ! !). *Une grève partielle peut avoir pour la classe ouvrière internationale une importance plus suggestive qu'une telle « révolution », genre espagnol (? !) qui s'effectue sans que le P. C. et le prolétariat y exercent leur rôle dirigeant.* » (C. I. n° 44, p. 523.)

Voilà la lamentable bouillie centriste ! Il y a en Espagne, d'après Manouilsky, une *guerre civile,* mais la classe ouvrière n'y joue aucun rôle ! Comment est-ce possible ? ! En outre, cette *guerre civile* n'est qu'un « *simple épisode* » et elle n'enrichit pas l'expérience de la lutte du prolétariat ! Enfin, cette révolution « genre espagnol » (Voyez-vous ça ! !) n'a pas l'importance d'une grève partielle !

Pas un ouvrier ne peut reconnaître à travers ces phrases idiotes et honteuses la ligne d'action du communisme. Il faut balayer les ronds-de-cuir responsables de cette déchéance.

En Espagne, comme ailleurs, l'ouvrier communiste mènera une lutte révolutionnaire marxiste, communiste, en dépit des fantoches à la Manouilsky.

Mœurs fascistes

Ces messieurs de l'*Humanité* n'ont pas de pudeur. A propos de l'exclusion de Decottignies, du Syndicat des Métaux, accusé d'avoir brutalisé un militant dans la ligne, Croizat écrit : « *Car si nous laissons s'implanter des mœurs fascistes de ce genre, sans qu'aucune sanction s'ensuivè, ce sera demain plusieurs militants et les ouvriers entre eux qui s'égorgeront.* »

Innocent Croizat ! D'abord, tu ne sais pas ce que c'est que le fascisme; mais comment expliques-tu les « mœurs fascistes » de l'appareil du parti et de l'I.C.,

qui brutalise nos camarades à chaque occasion,

qui exclut les camarades de gauche en les frappant,

qui poursuit nos distributeurs de tracts,

qui nous attaque à coups de poing dans les meetings,

qui emprisonne les meilleurs militants en U.R.S.S.,

QUI FUSILLE BLOUMKINE ? !

Assez d'hypocrisie ! Les « mœurs fascistes », c'est la direction du Parti qui les implante et les répand dans le mouvement ouvrier, pour masquer sa faiblesse politique et sa crainte de la discussion loyale.

Mais les ouvriers réagissent déjà, et l'opposition de gauche balaiera avec eux les « mœurs fascistes » de l'appareil des fiers-à-bras.

EN 4e PAGE :

LA REVOLTE S'ETEND EN INDOCHINE.

LE SCANDALE DES RAPATRIEMENTS.

Les images de l'"Huma"

En feuilletant la collection de l'Humanité, on trouve, dans le numéro du 8 mai 1930, un document ; titre : aux Indes, des combats sanglants se déroulent entre la police et les ouvriers ; et, deux photographies, avec les légendes suivantes : Une manifestation dans une des rues principales de Bombay ; la police charge les manifestants.

Tout semble indiquer (titre, légende au présent, article), que cette photo se rapporte à des événements très récents ; or, ce document ayant été publié par Nos regards *N° 12 — Avril 1929 (page 16), il est incontestable qu'il est vieux de plus d'une année ! Dans ces conditions, quelle valeur peut-on accorder aux documents fournis par l'*Humanité ?

*Une cellule du premier rayon a protesté, par l'envoi au rayon et à l'*Humanité *d'une motion, contre le fait de se servir de vieux documents en les donnant comme actuels et pour demander une information complète sur le 1er mai à Clichy, sur le meeting salle Reflut, sur l'attitude du maire Auffray et la motion votée par l'assemblée entière.*

La protestation en question n'a pas eu d'écho ; l'Humanité *n'en a pas tenu compte et aucune réponse du rayon n'est parvenue à la cellule; c'est pourquoi nous dénonçons à nouveau les faits en signalant d'une part un bluff journalistique certain, d'autre part, sur un point précis et facile à exploiter, un ralentissement de la lutte contre les droitiers (Auffray.)*

*Pour conclure, répondons par avance à ceux qui ne manqueront pas de voir là encore une attaque contre l'*Humanité *et le Parti :* nous pensons que dénoncer les méthodes mauvaises de l'Humanité et du Parti ce n'est pas attaquer l'une et l'autre; c'est, au contraire, les défendre contre les agissements des directions bureaucratiques.

Nous pensons que les camarades se détacheront moins du Parti lorsqu'on reviendra à une presse communiste plus saine, plus véridique dans ses affirmations, lorsque les motions votées par la base ne seront plus jetées au panier, lorsqu'on cessera d'étouffer la voix des cellules.

Un correspondant du 1er rayon.

Dans le 8e Rayon des Jeunesses

Les vieux bonzes des Jeunesses du 8e Rayon, en bons serviteurs des assassins de Bloumkine, viennent d'exclure notre camarade J. S., pour crime d'opposition, *sans même vouloir le laisser parler.* S'il voulait répondre aux accusations, on parlait de lui « casser la gueule », et finalement on le jeta dehors.

Pour l'exclure, voici quelques exemples des arguments dont ils usèrent : « Pourquoi n'es-tu pas venu à telle manifestation ? Tu es un dégonfleur » « Tu entraves le travail de la cellule », (en posant des questions trop gênantes pour eux), etc... Et avec de pareils arguments, ils veulent prouver que le camarade est un « contre-révolutionnaire » !

Mais leurs principaux arguments sont *les poings et les insultes* (comme les brutes policières). Autrement, ils se sentent tellement faibles que, ayant peur de ne pouvoir répondre, ils refusent à notre camarade le droit de s'expliquer à une conférence de rayon.

Par leurs procédés dictatoriaux, les bureaucrates s'imaginent peut-être montrer leur force; mais ils ne font que mettre à nu leur faiblesse; ils reconnaissent eux-mêmes être incapables de discuter avec nous. En nous excluant ils pensent peut-être se débarrasser de nous; mais, même exclus, nous serons toujours sur leur chemin, pour les empêcher de commettre de nouvelles erreurs et redresser les déviations.

Pour le moment, ils remportent quelques victoires (?), mais nous sommes certains de l'issue de la bataille finale : avec notre jeune et ardent enthousiasme révolutionnaire, nous renverserons l'appareil de dictature stalinienne, et instaurerons le véritable régime intérieur du P. C. et des J. C.

N. B.,
du 8e Rayon des J.C.

La Ligue Communiste demande sa place au Secours Rouge

Il importe que l'action de soutien envers les révolutionnaires frappés par la bourgeoisie soit menée avec conscience et cohésion. La solidarité agissante des ouvriers révolutionnaires les groupe sur un terrain de classe. L'activité qu'ils mènent pour affirmer leur présence effective aux côtés de leurs camarades frappés et face à la bourgeoisie est une des formes primordiales de la lutte de classes. Le Secours Rouge International est précisément l'organisation qui s'est donnée pour tâche d'organiser cette activité, de lui donner une constitution et un caractère précis et d'appeler le prolétariat à se grouper dans cette solidarité militante contre l'ennemi de classe. Un des premiers actes de l'opposition communiste, dès qu'elle a été organisée en fraction, a été naturellement de demander sa place dans le Secours Rouge, dont déjà faisaient partie individuellement nombre de ses membres. Cette décision s'imposait d'autant plus — pour contribuer à fortifier l'unité révolutionnaire devant la répression bourgeoise — que les oppositionnels ont subi, au cours de ces dernières semaines, les coups répétés et sévères du pouvoir : lors des manifestations du Premier Mai et du Mur des Fédérés, plusieurs camarades italiens, hongrois et polonais de la Ligue ont été expulsés par la police de Chiappe et Tardieu; hier c'était sur nos camarades indochinois que la répression s'acharnait cruellement. Le 15 mai, nous avions adressé au secrétaire du Secours Rouge la lettre suivante :

Camarade,

Pour donner son plein concours à l'action de solidarité envers les victimes de la lutte de classes et de lutte contre la répression, la Ligue Communiste (Opposition), demande son adhésion collective au Secours Rouge International.

La Ligue Communiste (Opposition) — qui groupe les communistes poursuivant l'organisation et l'action révolutionnaires de la classe ouvrière pour l'abolition du régime capitaliste par la dictature du prolétariat, dans la voie tracée par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste selon les principes du marxisme révolutionnaire — a sa place marquée dans le Secours Rouge; qui, aux termes de ses statuts est ouvert à tous ceux qui acceptent ses statuts « quelle que soit l'organisation politique et économique » à laquelle ils appartiennent.

Avec nos salutations communistes.
Le secrétaire de la Ligue.

Notre demande est encore sans réponse. Sans aucun doute, il est impossible de nous refuser — aux termes mêmes des statuts — notre place dans la lutte. Aucune nécessité d'autodéfense bureaucratique ne peut autoriser l'élimination des communistes de gauche — et, parmi eux, de ceux qui sont en ce moment même en butte aux coups de la bourgeoisie — d'une organisation de solidarité et de lutte révolutionnaires.

Cette élimination des communistes de gauche, résolus à mener, au Secours Rouge comme partout, leurs tâches de communistes plus décisivement et plus intensément que quiconque, serait d'autant moins admissible que dans la même période où le secrétariat laisse notre lettre sans réponse, il sollicite des travailleurs socialistes leur présence dans l'organisation en soulignant devant eux son « large caractère d'organisation de classe ».

Paul Faure avait interdit aux travailleurs malgaches, frappés par le capitalisme colonial, de rejoindre le S. R. I. « cette filiale du Parti communiste ». *L'Humanité* du 17 mai lui répond sans équivoque :

« Or, notre camarade Foissin, dans ses déclarations au procès, comme dans sa propagande, avait souligné le large caractère de classe du Secours Rouge, qui groupe tous les travailleurs qui veulent lutter contre la répression capitaliste et en défendre toutes les victimes sans distinction. »

N'y aurait-il de distinction que pour les communistes de l'aile gauche de l'Internationale ? La Ligue Communiste (Opposition) attend la réponse du secrétariat du S.R.I.

SUR UNE EXCLUSION

Nous avons reçu la lettre suivante :

Membre du parti depuis 12 ans, j'ai travaillé de toutes mes forces et selon mes aptitudes dans tout le mouvement ouvrier, depuis les groupes d'amis de la Vague jusqu'à maintenant. J'étais dans la ligne jusqu'au 12e congrès du Parti communiste russe ; je pensais que la direction avait raison puisqu'elle obtenait à chaque congrès ou conférence la majorité ; je restais passive devant les luttes de tendances au sein du parti, ne me rendant pas compte de l'importance de ces luttes, quand brusquement je fus surprise par l'exclusion brutale de l'opposition bolchévique de Russie avant même le congrès, mesure prise pour l'empêcher d'assister au congrès du Parti et au 6e congrès mondial, puis par les exclusions massives qui suivirent dans toute l'Internationale.

Depuis ce moment je suis en opposition avec la direction ; j'ai cherché de la documentation ; j'ai étudié les nouvelles venant de Russie, et me suis rendue compte du crime commis par les dirigeants du Parti communiste russe, qui sont en même temps dirigeants de l'Internationale communiste, crime qui conduit à la liquidation du mouvement communiste. Pour s'en rendre compte il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur toutes les sections de l'Internationale.

Depuis cette époque (exclusion de l'opposition de gauche russe) j'ai critiqué en dénonçant la politique d'aventure suivie d'échecs cuisants et de recul du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie ; j'ai protesté contre les exclusions successives des meilleurs militants. Bien entendu, je fus classée comme opportuniste par mon rayon et ma cellule. Plusieurs fois menacée d'exclusion sans résultat, on alla jusqu'à chercher des membres, qui n'étaient pas membres de ma cellule, pour proposer mon exclusion ; les voix étant partagées, ceux qui votèrent contre furent menacés, je restais au parti. Il fallait cependant trouver un document qui, une fois pour toutes réussirait. Ce document a été trouvé, le voici :

Deux mois avant mon exclusion, qui date du 6 mars, journée mémorable, eut lieu une réunion générale du Secours Rouge ; y assistait un délégué de la Région qui est membre de mon rayon. Un camarade, exclu du Parti comme oppositionnel, donna sa démission de la C.E. du S.R. pour les raisons suivantes : pas d'accord avec la ligne du S.R., cette organisation n'est plus au service de la classe ouvrière, elle ne défend plus les victimes de la répression; en un mot, elle n'est plus une organisation de classe, mais une secte qui défend seulement ceux qui sont d'accord avec la ligne du Parti communiste. Il indiqua des précisions : par exemple, des oppositionnels, exclus du parti et victimes de la répression, se sont vus refusés l'aide morale et matérielle à laquelle ils avaient droit comme membres du S.R. J'ai appuyé les affirmations du camarade, en disant que cette question avait été soulevée à une séance de conférence régionale du S.R.; le responsable présent ne put apporter les preuves du contraire.

Rentré chez lui, il se mit à réfléchir, se demandant s'il n'y avait pas là un motif suffisant pour proposer et obtenir cette fois mon exclusion. Il fallut deux mois de réflexion à ce camarade pour étudier mon cas. Il proposa mon exclusion au comité de rayon qui l'accepta : je fus exclue par trois membres avec le motif ci-dessus et avec les considérants suivants : attendu que je suis une opportuniste parce qu'en désaccord avec la ligne du Parti et que par mon attitude au S.R., je sabote le travail de cette organisation, et donnant ordre à ma cellule de ratifier mon exclusion, disant qu'il fallait se débarrasser de tous ceux qui sont en désaccord avec le parti. Le responsable qui proposa et obtint mon exclusion n'est pas même venu à la réunion de ma cellule pour soutenir l'accusation.

Les membres de ma cellule cherchaient des témoins ayant assisté à la réunion du S. R., pour apporter des preuves, mais comme les membres du Parti, sauf trois, n'étaient pas à ce moment membres du S. R., ils n'en trouvèrent pas. Je fus donc exclue sur le rapport d'un froussard et sur un ordre de trois membres du rayon; devant mon étonnement que le responsable ne soit pas venu pour m'entendre, il me fut répondu que le rayon m'ayant exclue, la cellule n'avait pas à discuter avec moi. On passa au vote : 4 pour l'exclusion, 3 contre, 2 abstentions.

Voilà, camarades, les procédés de plus en plus usités dans le Parti communiste. Il faut espérer que l'opposition de gauche, aidée des bons militants qui sont encore dans le Parti, non d'accord avec les dirigeants mais ne disant rien de crainte d'être exclus, chassera avant qu'il ne soit trop tard tous les faux « purs » qui entravent la marche de la révolution mondiale.

Marguerite LAMOUREUX.

Barbusse au pied du mur

Nous avons, dans le N° 20 de La Lutte de Classes, *posé dans son ensemble la question de* Monde. *Nous précisions que la bureaucratie stalinienne commençait à en avoir assez de ce journal libéral et de son directeur.* La vente du journal est interdite en U.R.S.S. depuis deux mois.

Nous posions alors les questions suivantes : Pourquoi Monde, *interdit en U.R.S.S. est-il encore diffusé chez les membres du Parti, est patronné par lui ?*

Barbusse, directeur de Monde, *est-il encore membre du Parti ?*

Le « Bureau International de Littérature révolutionnaire » vient apporter un début de réponse. Dans une lettre au valet de la bureaucratie Barbusse, publiée par la Correspondance Internationale *(n° 46, p. 544) nous lisons :*

« Dans une période de lutte accentuée, vous, camarade, vous rédigez et publiez sous votre signature un journal par lequel se déverse dans les masses qui ont confiance en vous, la doctrine opportuniste des calomniateurs et des ennemis de l'U.R.S.S. Ce journal qui ne possède pas une ligne prolétarienne, répand dans les masses la confusion idéologique, extrêmement nuisible dans la période actuelle !...

« Etes-vous avec nous dans notre lutte, ou contre nous ?

« La seule réponse à notre question sera le changement radical de la ligne du journal dirigé par vous, ou le retrait de votre nom de ce journal. *Une réponse évasive* ne peut être donnée dans la période actuelle. »

Très bien, mais que vont penser les prolétaires à qui l'Huma a vanté Monde, *que vont-ils comprendre à cette querelle entre la bureaucratie et son employé? N'oublions pas que le Bureau politique du Parti a déclaré dans une résolution du 1er avril 1927 :* « LE BUREAU POLITIQUE DÉCLARE QUE SON (CELUI DE BARBUSSE) DÉVOUEMENT, SON ACTIVITÉ ET SES ÉCRITS SERVENT LA CAUSE DU PROLÉTARIAT. »

N'oublions pas que Monde *a été fondé et entretenu par les menus bureaucrates qui le torpillent aujourd'hui. C'est Lounatcharsky et sa clique « d'écrivains prolétariens », engraissés aux dépens du prolétariat russe, qui ont mis debout* Monde, *à une époque où l'on savait déjà très bien que Barbusse était un libéral sentimental, un valet à gages de Staline, un anti-marxiste, un littérateur au pire sens du mot.*

Avec Barbusse, ce qu'il faut condamner aujourd'hui, ce sont les méthodes de recrutement et de corruption de la bureaucratie de l'Internationale, dont Barbusse figurait un des appâts les plus publicitaires.

... Et maintenant, attendons les explications de Monde, *et de l'*Humanité.

Coup d'œil sur l'Espagne

Des monarchistes aux socialistes

La situation actuelle de l'Espagne se caractérise par sa confusion extrême. Celle-ci s'explique parfaitement : la dictature de Primo de Rivera détruisit les anciens partis politiques sans rien créer à la place. A sa chute, la bourgeoisie et la monarchie espagnoles se sont trouvées sans une base politique de continuité. Primo a été remplacé par Berenguer, mais celui-ci ne fait que continuer le régime provisoire de dictature instauré en 1923. Plus cette situation persiste, plus elle devient grave. Berenguer s'est usé politiquement en moins de quatre mois de gouvernement. Il ne peut pas durer longtemps. Il faut chercher une issue. Laquelle ?

Les anciens partis politiques tels qu'ils étaient constitués avant le coup d'Etat, avec les brimades électorales et gouvernementales ? Ces partis étaient devenus impopulaires à jamais, et il ne sera pas facile de relever leur prestige. Les hommes politiques le sentent bien. Chacun s'est défini à sa façon. Sanchez Guerra et Ossorio y Gallardo restent monarchistes par principe, mais ils attaquent Alphonse XIII. Ils en arrivent même à demander une abdication. Melquiades Alvarez, chef du parti dit réformiste, formule de violentes attaques contre le roi mais ils attaquent Alphonse XIII. Ils parti la liberté de se déclarer individuellement républicains ou monarchistes. Alcala Zamora et Miguel Maura, anciens monarchistes, se déclarent partisans d'une république conservatrice « afin d'éviter le pire : la révolution. » La plupart des autres politiciens ne savent pas trop comment conduire leur barque et restent dans l'expectative. Loin de contribuer à éclaircir la situation, ils semblent tous avoir perdu leur axe et ne font qu'augmenter la confusion.

Essayons de voir clair dans l'horizon des perspectives et en établissant les rapports des classes.

Martinez Anido ou Alba ?

Le gouvernement Berenguer n'a qu'un but précis, concret : sauver la monarchie d'Alphonse XIII. Au commencement, il s'est tourné vers les conservateurs. Après l'abandon de Sanchez Guerra de la direction de ce parti, il est resté très ébranlé. Son nouveau chef, Bugallal, est incapable de lui imprimer un nouveau souffle. Il organisa une manifestation monarchiste à la plaza des « toros » de Madrid. On parla de 30.000 personnes. Une heure après, il n'en restait que 10.000. M. Bugallal, dernier orateur inscrit, ne put faire son discours. De plus, les conservateurs sont très divisés. La monarchie a perdu tout espoir de ce côté.

Le leader régionaliste catalan Cambo a multiplié ses efforts, dès le lendemain de la chute de Primo, en vue de la création d'un grand parti national monarchiste. Il a piteusement échoué. Le roi qui avait placé de grands espoirs en lui, les a, en partie, perdus. Cependant, Cambo reste l'homme de la grande bourgeoisie. Et il continue ses manœuvres en attendant son heure.

Devant une telle situation, on a parlé à deux reprises d'un nouveau coup d'Etat dirigé par les généraux Martinez Anido, Barrera et Saro, s'appuyant sur l'infanterie, l'arme la plus aristocratique de l'Espagne, celle qui trouve son existence de caste la plus liée à la monarchie. Cette menace d'un nouveau coup d'Etat a existé, effectivement. Mais Berenguer lui-même a dû la déjouer. « La situation n'est pas la même aujourd'hui qu'en 1923 », a-t-il déclaré. Et Ossorio y Gallardo, interprétant la pensée de l'opinion bourgeoise, plus clairvoyant, a dit : « Un nouveau coup d'Etat amènerait la révolution avant deux mois ». Cependant, et malgré sa mise à la retraite, la monarchie garde Martinez Anido comme une dernière ressource, désespérée. Ce sinistre général, hier bourreau des ouvriers catalans et ensuite, sous la dictature, bourreau de ceux de toute l'Espagne, se sent perdu devant l'avenir et est capable de tout. Et comme le roi, avant que d'abdiquer, il est prêt à tout lui aussi pour sauver [illegible]... Le général Anido est un de ces fauves qui, même enfermés dans leur cage, sont à surveiller très attentivement.

Aujourd'hui, il ne reste à la monarchie qu'un seul espoir : les libéraux. Le parti libéral ne s'est pas encore reconstitué en fait. Les anciens chefs Romanones et Garcia Prieto, tous deux monarchistes acharnés, ne sont pas pressés. On s'en explique aujourd'hui la raison : ils ont voulu se livrer d'abord à des manœuvres, qui paraissent avoir abouti à un résultat. Ils se sentent trop discrédités l'un et l'autre : Romanones est considéré comme un vieux renard de la politique, très lié, par ses intérêts personnels à la monarchie, et Garcia Prieto, médiocrité reconnue, a en plus, à son actif, l'historique coup d'âne de Primo de Rivera... Il faut un nouveau chef libéral : ils sont venus le chercher à Paris, en la personne de M. Alba, ancien ministre des affaires étrangères lors du coup d'Etat de 1923, exilé pendant la dictature, très calomnié par Primo de Rivera et ensuite réhabilité. Il jouit de ce fait d'un très grand prestige auprès de la bourgeoisie et il a de grandes ambitions. Il s'est refusé jusqu'à présent à se définir : il se réserve habilement.

Dans une série d'articles parus dans la *Nacion* de Buenos-Aires, en réponse aux articles publiés par Primo de Rivera, il essaye de dégager la responsabilité du roi dans le coup d'Etat de Primo et, en somme, il se ménage, aussi bien du point de vue de la politique intérieure qu'extérieure, la porte du pouvoir. Romanones est venu le voir à Paris. Il a fait un voyage à Barcelone sous prétexte d'une visite à l'Exposition, où il a rencontré ses amis et des personnalités politiques. On a parlé d'un pacte... Enfin, tout dernièrement, un journal de Bilbao, bien renseigné, a révélé ce qui se prépare dans l'ombre : M. Alba serait nommé chef du parti libéral ; il constituerait, en octobre, un gouvernement avec ses amis et des amis de Romanones et de Garcia Prieto ; ces derniers ne feraient pas partie de ce gouvernement mais occuperaient respectivement la présidence de la Chambre des députés et du Sénat ; le roi consentirait quelques maigres réformes à la Constitution de 1876, dans le sens de la limitation de ses prérogatives de dissoudre le Parlement et de désigner les ministres et accorderait une certaine autonomie à la Catalogne ; M. Alba préparerait les élections de façon à obtenir une majorité monarchiste et... le tour serait joué. Romanones a démenti ces pronostics tout en annonçant qu'il serait prêt à appuyer une telle solution. Ne réclame-t-il pas depuis quelque temps la constitution de deux partis tournants : l'un le libéral, l'autre, à défaut du conservateur, celui que s'efforce de mettre debout M. Cambo ?

Voilà quelle semble être la situation du côté de la grande bourgeoisie et de la monarchie.

Le Parti socialiste

Nous avons parlé ici même à maintes reprises de la situation de la petite bourgeoisie républicaine. N'insistons pas pour aujourd'hui et occupons-nous plus spécialement de la situation intérieure du parti socialiste espagnol.

Les chefs officiels, bureaucratiques, de ce parti sont Besteiro, Saborit et Largo Caballero : ils détiennent à eux trois la direction du parti socialiste, de l'Union générale des travailleurs et de l'organe central *El Socialista*. Mais le véritable chef politique de ce parti est aujourd'hui Indalecio Prieto, ancien député de Bilbao. Nous assistons à un paradoxe vraiment curieux au sein du Parti socialiste espagnol : le langage des chefs officiels est plus « socialiste » et plus « ouvriériste », si l'on peut dire, que celui de Prieto qui emploie presque toujours le langage d'un vulgaire républicain radical petit-bourgeois. Cependant, tandis que les bureaucrates socialistes collaboraient avec la dictature de Primo de Rivera, Prieto s'opposait assez violemment à cette collaboration, entraînant derrière lui tous les mécontents du parti socialiste. Prieto a une personnalité politique de beaucoup supérieure à celle des autres chefs socialistes, qui doivent leur position au maniement des rouages bureaucratiques. C'est un orateur fougueux et il a un tempérament courageux, de ce courage des aventuriers politiques qui connaissent la valeur de quelques coups de poing distribués au moment opportun et pour enthousiasmer la galerie. Ceci et son attitude pendant la dictature lui ont créé un certain prestige aux yeux de la petite bourgeoisie et aux yeux de son propre parti ce dont se montrent assez jaloux les chefs officiels.

Après la chute de la dictature il assista à des banquets républicains et même à un banquet en l'honneur de Sanchez Guerra. Les dirigeants socialistes crièrent à la discipline et ouvrirent toute une campagne contre lui, prononçant même un blâme public. Toute la presse libérale bourgeoise le défendit avec une énergie qui en dit long. La fédération socialiste de la Biscaye se solidarisa avec lui. Quelques jours plus tard il prononça à la tribune de l'Ateneo de Madrid un violent réquisitoire contre la monarchie et en faveur de la république, ce qui démontre chez lui plus d'habileté que de courage. Ce discours souleva un formidable enthousiasme et Prieto est devenu tout à coup le héros politique de la petite bourgeoisie républicaine espagnole. En même temps il a réussi à désarmer les bureaucrates socialistes et à les entraîner à sa remorque.

Ceci démontre : 1° que la petite bourgeoisie espagnole qui a peur du prolétariat révolutionnaire et qui, bientôt, le combattra avec acharnement, cherche, par contre, l'union avec les socialistes qui représentent une force organisée, grâce surtout à l'U.G. des T. ; 2° que le parti socialiste est tout imprégné de l'idéologie petite-bourgeoise et qu'il essayera d'entraîner de plus en plus le prolétariat à la remorque de celui-ci.

Nous avons cru utile d'établir ces prémices avant de parler des perspectives immédiates du mouvement ouvrier espagnol et du besoin de réorganiser immédiatement, en toute urgence, le Parti communiste espagnol.

GORKIN.

Pour Ercoli et Cie

Les informations que nous avons publiées sur la crise profonde qui sévit dans le Parti communiste italien ont rendu furieux les dirigeants de ce Parti. Les ouvriers de la base,, auxquels, selon l'habitude, on cachait les faits, se réservant d'en donner plus tard une version arrangée, exigent des explications. Ils manifestent leur mécontentement en voyant que c'est par un journal de l'opposition de gauche qu'ils doivent apprendre ce qui se passe dans leur Parti.

Ercoli exhale sa mauvaise humeur dans le numéro du 1er juin de la *Vie Prolétarienne*, organe de langue italienne du P.C.F. Il s'efforce de masquer la réalité en fonçant, une fois de plus en paroles, contre l'opportunisme, et en accumulant les mensonges.

Jugeant les autres à son aune, il déclare que nous abandonnons le « petit groupe d'émigrés bordiguistes » parce qu'il s'effrite sans arrêt, pour nous jeter dans les bras de la nouvelle opposition, que nous formons des blocs sans principes, que nous sommes maintenant les alliés de Tasca.

Il est à peine besoin de réfuter des mensonges aussi grossiers. Nos rapports avec les camarades de la fraction de gauche n'ont pas varié. Nous poursuivons avec eux des discussions en vue de résoudre certaines divergences politiques qui se sont manifestées dès que nous avons précisé notre position ; nous le faisons en communistes, ouvertement, ainsi que l'indique, entre autres, la lettre du camarade Trotsky que *Prometeo* vient de publier.

Que Ercoli ose parler de « blocs sans principes », c'est un comble. Car s'il y a quelqu'un que les principes n'embarrassent guère, c'est lui. Avec Boukharine hier, avec Staline aujourd'hui, il est toujours du côté du manche et est prêt à tous les reniements pour conserver sa place à la direction du Parti. Il sait fort bien que nous n'avons jamais eu aucun rapport avec Tasca, que Tasca est l'allié, non de l'opposition de gauche, mais des brandlériens, et qu'il y a seulement trois semaines il publiait, contre Trotsky, un article nettement stalinien. Il sait tout cela et écrit le contraire pour égarer les ouvriers du Parti. Mais il doit déjà se rendre compte que ses mensonges sont impuissants à dissiper le malaise réel croissant qui règne dans le Parti et il peut être assuré que nous continuerons de le démasquer et de montrer, par des faits, que son ultra-gauchisme verbal ne recouvre qu'un opportunisme réel et permanent. — A. R.

LA VERITE
45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)
Permanence :
tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Urbahns rejoint Brandler

On sait que l'Opposition de gauche unifiée du P.C. allemand s'est définitivement constituée par une union entre la minorité du Léninbund et l'opposition de Wedding et du Palatinat.

Depuis, Urbahns, qui dirige les restes du Leninbund, va à la dérive. Il cherche un accord avec les brandlériens, notamment sur le terrain syndical, et il a engagé une lutte à fond contre Trotsky. Ainsi se révèle de plus en plus le caractère peu sérieux de sa politique.

Naturellement, toute son activité vise à désagréger l'Opposition de gauche. Dans un récent article de la *Fahne des Kommunismus* (N° 13, 23 mai) il donne à sa manière un tableau de l'état de l'opposition. D'après lui l'opposition de Wedding ne représente rien et la minorité du Leninbund n'a pu se lier à elle que devant un « ultimatum » de Trotsky. Aussi ne s'étonne-t-il pas que les divergences soient survenues à l'intérieur de la direction de l'Opposition.

Le pauvre Urbahns est décidément retourné au maslowisme ! Il déclare, comme les brandlériens, comme la direction du P.S.A., que Trotsky soutient... matériellement l'opposition, et que toute sa politique intérieure gravite autour de ce soutien. Cette accusation canaille et mensongère montre seulement la défaite d'Urbahns devant la constitution de l'Opposition de gauche et son incapacité à discuter des arguments politiques alors qu'au contraire l'Opposition de gauche s'est détachée de lui après une longue polémique et discussion politique.

Aujourd'hui, Urbahns reprend contre l'Opposition de gauche les arguments que Brandler et Thalheimer employaient contre lui alors qu'il luttait aux côtés de l'opposition de gauche. Opposons-lui donc sa propre réponse à Thalheimer : il pourra mesurer lui-même le chemin qu'il a parcouru.

« Thalheimer (il nous suffirait de dire aujourd'hui Urbahns) voudrait se tirer d'affaire au moyen de l'affirmation démagogique que notre discussion avec la droite se faisait « par ordre de Trotsky » à qui nous obéissons aveuglément et sans critiques. Il serait inutile de répondre à de tels « arguments » si cette méthode, elle aussi, ne faisait partie de ce cours de Staline-Neumann, que Brandler-Thalheimer combattent, soi-disant, si âprement. »

Bien parlé, M. Urbahns !

La révolte s'étend en Indochine

Le scandale du rapatriement

Signification politique du soulèvement

Après les insurrections de Yen-Bay, de Hung-Hoa, de Thai-Binh et les manifestations sanglantes de Vinh et de Cât-Ngan, nous assistons maintenant aux « troubles » de Sadec, de Cho-Moi et d'O-Môn dans la Cochinchine. Les populations de cette « riche région », affamées par les récentes inondations, écrasées par de lourds impôts (un mois de salaire pour l'impôt personnel), élèvent énergiquement leurs protestations par des démonstrations de masses. On sait ce qui est arrivé après : deux tués, trois blessés, plusieurs arrêtés du côté des manifestants.

Voyons les choses de près. Dans la Cochinchine, le prolétariat industriel est pour ainsi dire nul. La paysannerie est caractérisée, du côté de l'Est, par le morcellement des terres en de petites propriétés privées et du côté de l'Ouest par la concentration en de grosses propriétés foncières. Et c'est dans cette dernière région — particulièrement dans les provinces de Sadec, Longxuyên, Cânthô où un certain travail de propagande a fait son effet, — qu'ont eu lieu les derniers événements. Il est à remarquer qu'en Cochinchine, comme au Tonkin, le mouvement s'étend le long des deltas, régions les plus fertiles et partant les plus peuplées. La fertilité dans les pays opprimés par l'impéralisme, ne profite pas aux masses, et il ne suffit que d'une année de mauvaise récolte pour leur déciller les yeux par une propagande sérieuse. Mais il faut reconnaître que le mouvement en Cochinchine n'a pas un contenu insurrectionnel comme au Tonkin et est moins bien organisé.

Le caractère purement ouvrier et paysan des manifestations au Tonkin, en Annam aussi bien qu'en Cochinchine, et le silence visible de la bourgeoisie annamite (et nous savons bien ce que cela signifie) montrent combien le mot d'ordre de la IIIe Internationale, « révolution démocratique bourgeoise nationale d'abord », est en retard sur les événements et devient par le fait contre-révolutionnaire.

Les soulèvements coloniaux, où le processus historique prend une marche ascendante, accélérée, vertigineuse, où les tournants dangereux sont multiples et à forte courbure, exigent une vision exacte de la situation, une politique juste et une direction capable. L'opposition communiste de gauche et le groupe des Emigrés indochinois instruits des conséquences des caprices staliniens en Chine ne laissent pas recommencer cette « expérience historique ». Déjà, depuis plusieurs mois, ils sont entrés en lutte pour la Révolution prolétarienne. Ils continueront cette lutte. Mais plus que jamais se fait sentir le besoin d'un cadre capable, idéologiquement et pratiquement à la hauteur de sa tâche ; à cause de la dernière répression plus que jamais s'impose la nécessité d'un travail sérieux, de propagande et d'éducation parmi les jeunes. C'est là la tâche de la Ligue et du groupe des Emigrés indochinois.

Nos camarades livrés à la « justice coloniale »

Servile aux injonctions impératives des hommes d'affaires, Tardieu a accentué encore la violence et la brutalité avec lesquelles il est résolu à faire front au mouvement révolutionnaire qui s'allume en Indochine. Pour que l'ordre sanglant puisse régner au Tonkin, il fallait étouffer l'écho vibrant que les ouvriers et étudiants révolutionnaires indochinois faisaient résonner à Paris. Solidaires des coloniaux révoltés, ils appelaient le prolétariat français à dresser un mouvement puissant et actif de solidarité envers la révolution coloniale contre l'ennemi commun : l'impérialisme.

Après la souricière canaille organisée au Mur, sept de nos camarades devaient être rapatriés. Après la manifestation devant l'Elysée, onze courageux manifestants, arrêtés au hasard de la rage policière, avaient été jetés en prison. Sous la pression de la presse hurlante des pillards coloniaux, le gouvernement, décidé à les poursuivre à tout prix, les inculpait de « rébellion en bande ». L'accusation odieuse et ridicule, était en tous points injustifiable. Le premier interrogatoire devait établir son inanité. Poursuivre quand même, c'était préparer, devant le prolétariat du pays, le procès éclatant des crimes de l'exploitation coloniale. Le gouvernement, sa police et sa magistrature rectifièrent leur tir et, décidés à atteindre leurs fins, perfectionnèrent leur misérable manœuvre.

Arrêtés le jeudi 22 mai, nos camarades avaient été inculpés le vendredi soir. L'inculpation n'était là que pour permettre au gouvernement de perpétrer son coup. Nos camarades devaient primitivement être interrogés le jeudi 29 mai. Brusquement, la date de l'interrogatoire fut avancée au mardi 27. Il fut ce qu'il était prévu. Devant l'anéantissement de l'accusation, les avocats déposèrent une demande de liberté. Alors, avec une diligence miraculeuse, le dossier fut communiqué par le juge au parquet sans désemparer, et le jeudi 29, au matin, fête de l'Ascension, alors que les services judiciaires étaient fermés, à la faveur escomptée de la désorganisation d'un jour férié, le juge et le procureur rendaient un non-lieu brusqué. Pourquoi ? *Parce que le lendemain à quatre heures le paquebot l'* « Athos » *quittait Marseille à destination du Tonkin.* L'ordonnance ignominieuse de non-lieu et de mise en liberté, rendue avec un synchronisme docile par la justice, livrait nos camarades à l'équipe de policiers qui les conduisait en Indochine (à l'exception de Tao retenu pour le complot). Deux autres étudiants indochinois, appréhendés le matin même, devaient subir le même sort. Et le vendredi 30, nos dix-neuf camarades étaient embarqués de force sur le navire qui les conduisait vers l'Indochine.

Que prépare l'arbitraire sauvage de ces « mesures administratives » ? Elles sont prises au mépris de toute légalité et de toute tradition, contre des sujets français. Plus redoutables que les expulsions qui permettent à ceux qui sont frappés de choisir la frontière à laquelle ils seront conduits, — elles livrent, en fait, nos camarades aux potentats de l'administration coloniale, les exécuteurs des forbans dont la vengeance s'acharne contre eux depuis Paris. C'est au pouvoir sans contrôle de la sanglante « justice coloniale » que « la mesure administrative » de Tardieu les fait tomber. Nous avons à redouter, pour nos valeureux camarades, les périls les plus graves. A leur secours, à l'aide de tous ceux à qui les rapaces exploiteurs coloniaux réservent les prisons impénétrables et les bagnes maudits de l'Indochine, le prolétariat français doit dresser son action vigoureuse. Sa puissante protestation doit répondre à leur vaillant appel et prendre vigoureusement en mains la cause des camarades menacés, face aux cyniques féodaux et à leurs tortionnaires.

La riposte du prolétariat

L'impudence avec laquelle Tardieu en use envers nos camarades, avec laquelle il foule aux pieds les textes, les traditions, les hypocrisies de la procédure, prouve trop qu'il croit pouvoir affronter sans crainte la colère ouvrière. La répression implacable qu'il a fait s'abattre sur les émigrants indochinois de Paris, a trouvé les révolutionnaires trop surpris et trop désarmés. L'homme à tout faire des grands exploiteurs a présumé la liberté de ses coups. Plus que jamais, nous réclamons des travailleurs, des révolutionnaires qu'ils exigent du parti et de l'*Humanité* l'intensification d'une action de classe véritable et suivie qui porte le prolétariat aux côtés des travailleurs indochinois révoltés. Si notre appel, si notre exhortation avait été écoutée, la répression n'aurait pas pris sur l'action du prolétariat révolutionnaire l'avance qu'elle a pu prendre sans coup férir. Les travailleurs doivent exiger du parti et de l'*Humanité* qu'ils mettent tous les moyens dont ils disposent au service du large mouvement de classe qu'il faut déclancher.

Sans doute, la lenteur avec laquelle le parti commence à s'ébranler, l'absence d'efficacité et de suite de ses efforts antérieurs tiennent à la composition de sa direction : ses bureaucrates parviennent à grand'peine à réfléter dans l'action quotidienne les thèses abstraites et sans adaptation aux réalités du mouvement révolutionnaire que distribue la direction de l'Internationale. Sans doute les bureaucrates qui dirigent le parti français étaient-ils incapables de saisir l'importance capitale du mouvement révolutionnaire des colonies et de la liaison active du prolétariat de la métropole avec le prolétariat colonial. Mais les camarades du Parti qui s'indignent déjà des défaillances coupables du parti dans l'action contre les exécutions de Yen-Bay, contre l'impérialisme colonial, doivent mesurer, aux résultats négatifs obtenus par le parti, la capacité d'action sur les masses à quoi sa politique actuelle l'a conduit.

L'ère des soulèvements prolétariens

Cependant, le mouvement révolutionnaire se caractérise de plus en plus nettement en Indochine. Après la révolte de Yen-Bay, — dont le parti s'est gardé d'analyser devant le prolétariat les formes frustes de révolte nationaliste, — les mouvements de Vinh et de Ben-Thuy éclataient déjà en plein centre prolétarien, ce prolétariat du Tonkin et du Nord de l'Annam, dont Roubaud rapporte, dans le *Petit Parisien*, que son salaire est de trois francs par jour. Pour saisir le caractère prolétarien que revêt le mouvement révolutionnaire, il faut souligner qu'après Yen-Bay, les journaux bourgeois préconisaient l'éloignement des troupes indigènes des centres usiniers d'Indochine. Aux derniers jours de mai la flamme révolutionnaire atteint la Cochinchine et son prolétariat agricole des infernales plantations, des collisions sanglantes mettent aux prises à Chomoï, à Vinh-Long les exploités et la milice des propriétaires. Le gouverneur Pasquier, interrogé par le *Matin*, ne peut dissimuler l'ampleur et le caractère du mouvement que révèlent ces soulèvements significatifs. « L'ère des difficultés est venue. Elle était prévisible. Elle était fatale. Elle n'est pas close. »

Non, elle s'ouvre, l'ère qui, dans une Asie où se déroulent de grandes luttes révolutionnaires, met aux prises les exploités indochinois et l'impérialisme français. Elle s'ouvre et son destin dépend pour une large part de la solidarité dans l'action révolutionnaire à laquelle le parti communiste saura appeler les masses de la métropole. Pour mesurer cette importance dans une situation dont les premiers symptômes seulement dont déjà pleinement éclairés, qu'on pense au facteur décisif que constituerait, pour la révolution dans l'Inde, un parti communiste anglais actif, puissant et suivi des masses. L'opposition continuera à appeler de toute sa voix les travailleurs révolutionnaires à exiger du parti et de l'*Humanité* qu'ils intensifient leur action contre les exécutions de Yen-Bay, contre l'impérialisme assassin, aux côtés des prolétaires révolutionnaires d'Indochine. Une carence prolongée se transformerait en trahison dont le prolétariat d'Indochine et de France subirait de longues années les conséquences.

Les ouvriers révolutionnaires, les communistes qui se rendent justement compte de la défaillance grave du parti doivent comprendre à quels facteurs est due l'incapacité actuelle de la direction : son bureaucratisme foncier, son pouvoir ébranlé par la politique néfaste de la « troisième période », l'impossibilité où elle se trouve de représenter aux ouvriers les intérêts révolutionnaires du prolétariat international et de rattacher, quand l'histoire l'exige, le maillon de deux actions révolutionnaires. Toutes ces tares sont inhérentes à la direction bureaucratique de l'Internationale communiste. A la leçon d'un événement grave pour le développement du mouvement révolutionnaire — comme aujourd'hui le mouvement indochinois — ET SI POSSIBLE AUPARAVANT, les ouvriers révolutionnaires doivent en prendre une claire conscience, une conscience active.

La politique fausse de l'Internationale

Mais la question est plus grave et plus précise encore. Comment l'Internationale Communiste des staliniens pourrait-elle mettre au service des révolutions coloniales une stratégie juste et des forces décisives, alors que les « ouvriers et paysans » de la direction stalinienne ont adopté, dans leur théorie et leur pratique des révolutions asiatiques, une criminelle falsification de la pensée de Marx, de Lénine et de Trotsky, qui a déjà mené la révolution chinoise aux hécatombes et qui met en péril la révolution hindoue ? Comment attendre, dans ces conditions, que l'Internationale actuelle remplisse son premier devoir, qui est d'exposer aux prolétaires la dynamique réelle des révolutions coloniales et de leur montrer, — comme le fait l'aile marxiste de l'Internationale, l'Opposition, — *que seule la direction de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat colonial organisée en parti communiste, peut mener victorieusement dans la voie de l'émancipation les populations opprimées des colonies.* La théorie et la pratique de l'Internationale qui a dissous les forces prolétariennes révolutionnaires dans des « partis ouvriers et paysans » ou dans le bloc des classes en lutte contre l'impérialisme étranger, ne peut aboutir à rien qu'à la trahison devant l'impérialisme étranger et au massacre des ouvriers révolutionnaires. En Indochine pourtant, où la liaison de la bourgeoisie avec les exploiteurs étrangers est nettement caractérisée, l'action superficielle de l'Internationale stalinienne travaille déjà à la capitulation des prolétaires communistes devant le parti nationaliste, et prépare déjà pour mot d'ordre : « L'indépendance du peuple indochinois. » Après ses erreurs de la Chine et de l'Inde, avec ses théories falsifiées, l'Internationale Communiste se trouve paralysée, incapable d'analyser concrètement la situation en Indochine et d'armer puissamment le mouvement du prolétariat indochinois et du prolétariat français. Ses erreurs funestes, fortement ressenties par les communistes indochinois les plus éprouvés dans la lutte révolutionnaire, les ont conduits depuis longtemps dans les rangs de l'opposition de gauche internationale. A leurs côtés, l'Opposition appelle les travailleurs à se dresser vigoureusement.

Pour la libération immédiate des condamnés à mort de Yen-Bay, de Hunghoa et de Lamathao,

Pour la libération immédiate de nos dix-neuf camarades rapatriés de force,

Pour l'émancipation révolutionnaire prolétarienne de l'Indochine.

ABONNEZ-VOUS!
SOUSCRIVEZ!
ECRIVEZ-NOUS!

Les grèves des P. T. T.

La grève démonstrative du 15 Mai

Les causes profondes du mouvement

Aucune conclusion sérieuse n'est possible, écrivions-nous la semaine dernière, avant une analyse des principaux éléments du problème. Nous avons exposé les faits essentiels et caractéristiques du mouvement du 15 mai. Il nous en faut aujourd'hui rechercher les causes.

La situation corporative d'avant-guerre et d'après-guerre

Le mouvement — ainsi que tous ceux qui se sont produits depuis dix ans ou pourraient se produire par la suite, reste incompréhensible ou risque d'apparaître déformé pour quiconque ignore ou perd de vue la situation corporative et syndicale actuelle des P. T.T. Et celle-ci ne peut se saisir que si on la compare à celle d'avant-guerre.

1909 avait été — malgré ses deux alternatives de demi-succès et d'échec — une manifestation de force. La corporation s'était révélée une puissance avec la quelle il fallait compter et susceptible de s'accroître encore.

Les gouvernants comprirent la leçon de l'événement. (Il n'y a même que ces leçons-là qui valent à leurs yeux). Ils lâchèrent du lest et firent la part du feu.

Dès 1910, les mille et quelques révoqués de la grève étaient réintégrés dans les cadres de l'Administration et les résistances opposées par les gouvernants aux revendications des P.T.T. s'atténuèrent. Les postiers obtinrent ainsi un certain nombre d'améliorations corporatives dont la plus importante fut l'augmentation des traitements et salaires. Cette revendication languissait depuis des années dans les congrès et dans les antichambres ministérielles et parlementaires. Elle apparut aux yeux des intéressés, et à juste titre, comme la conséquence, bien qu'à retardement, de leur geste de 1909.

Les autres salariés et fonctionnaires de l'Etat bénéficièrent d'ailleurs de la même réforme. Comme toujours les gouvernants ne cédèrent qu'à contre-cœur, en tergiversant et avec parcimonie et surtout avec l'arrière-pensée de regagner, à la première occasion, le terrain perdu. La guerre allait la leur fournir.

Certes, il y eut à la démobilisation dans les hautes sphères dirigeantes un moment d'inquiétude et même d'angoisse. Dans quel état d'esprit revenaient de la tourmente les travailleurs de l'Etat ?

Les dirigeants sont malheureusement plus prompts à saisir la leçon des faits que les dirigés. Leur angoisse ne dura guère. Ils comprirent bien vite deux points essentiels du problème :

1) Le premier, c'est que les plus dangereux des salariés de l'Etat, les postiers, revenaient diminués dans l'efficacité matérielle de leur force. Préalablement irremplaçables, ils avaient été remplacés — tant bien que mal — pendant leur mobilisation par un personnel de fortune.

De plus, la guerre avait porté le désordre inextricable dans les services postaux, télégraphiques et téléphoniques. La pagaille y régnait en souveraine-maîtresse. Une grève des postes ne pouvait guère l'aggraver. Elle risquait, de ce fait, de rester inefficace.

2) En second lieu les gouvernants s'aperçurent également et très vite que le désordre ne régnait pas que dans les choses, mais aussi dans les esprits. Que la corporation des P. T. T., dispersée pendant quatre années et demie et désemparée au retour mettrait un certain temps à se recristalliser et à reprendre conscience d'elle-même. C'était là le point faible, principal. Le personnel gouvernemental le décela et y vit la possibilité d'une manœuvre dont il usa et largement. La guerre n'est pas seulement une source de confusion profonde. Elle déchaîne les appétits, et les pires. Nouvel atout pour l'Etat menacé par ses salariés. Il allait les opposer les uns aux autres en se jouant avec autant de perfidie que de maîtrise des rivalités d'intérêts et de prestige et de cet étroit et funeste esprit plus étroit encore de catégorie.

On opposa les instituteurs aux postiers, ceux-ci aux indirectes. On les fit se battre entre eux. Cette guerre fratricide se développa à l'extrême au sein de la corporation des P.T.T. On opposa le facteur, salarié famélique, au commis tout de même moins misérable ; l'auxiliaire à la situation précaire au titulaire plus stable et mieux garanti dans ses fonctions. On créa des catégories nouvelles. Surtout celle de manipulant pour mieux diminuer et torpiller la catégorie qui semblait aux gouvernants la plus dangereuse — nous verrons pourquoi — celle des commis.

Ces rivalités de catégories, ces luttes fratricides généralisées et exaspérées eurent des conséquences néfastes dont la plus grave fut la dislocation, la dispersion et même l'émiettement des forces syndicales. Non seulement on se battait entre syndicats de tendances différentes, mais encore entre syndicats de même tendance. De ces luttes insensées naquirent, tels des germes de décomposition et de mort, des groupements de catégories dissidents et particularistes. Ils pullulèrent bientôt. Les forces syndicales se dispersèrent et aboutirent à une impuissance corporative quasi totale.

Le grignotage gouvernemental

En présence d'une corporation divisée à l'infini, en proie à des dissenssions internes, aussi aiguës, le pouvoir avait beau jeu pour mener à sa guise la manœuvre traîtresse qu'il préparait depuis longtemps.

Il pratiqua à l'égard de ses salariés une politique d'agression délibérée. Politique sournoise à longue échéance, grignotage savant de toutes les conquêtes corporatives et professionnelles de ces vingt-cinq dernières années. Recul corporatif et syndical indéniable.

Nous aurons caractérisé ce recul en rappelant le récent projet gouvernemental concernant les retraites. Celles-ci apparaissaient comme un des avantages essentiels des travailleurs de l'Etat, bien qu'elles fussent constituées en grosse part par des prélèvements importants sur les salaires et traitements des intéressés.

Avantage assez aléatoire d'ailleurs. Une partie du personnel y accédait seulement. La limite d'âge de 60 ans en éliminait le plus grand nombre.

En projetant de reculer cette limite d'âge à 65 et même 70 ans, le gouvernement s'oriente délibérément vers un régime de retraites pour les morts.

Cette mesure réactionnaire **qui friserait l'escroquerie** apparaît comme le couronnement de la manœuvre gouvernementale. Elle a été précédée d'autres mesures qui ont retenti aussi douloureusement dans toutes les couches des salariés de l'Etat et des postiers. Nous examinerons les deux plus importantes par leurs répercussions aussi bien directes qu'indirectes.

La question des traitements

Ici encore la décision gouvernementale a joué avec aisance et perfidie. Elle a d'abord favorisé les gros fonctionnaires au détriment des moyens et des petits. Ceux-ci constituent la presque totalité du personnel d'exécution. Pour éviter que ne se reconstitue le bloc offensif, elle a opposé les moyens aux petits salariés. Elle a sacrifié totalement ces derniers. Une commission officielle (la commission Hébrard de Villeneuve) avait déclaré officiellement que le minimum de salaire de base en 1914 devait être de 1.800 francs-or. Or à chaque révision des salaires et traitements et lors de leur revalorisation, les gouvernements successifs et divers ont refusé de tenir compte de cet avantage officiellement consacré. Ils ont tablé toujours et systématiquement sur les salaires en vigueur avant 1914.

Les facteurs gagnaient alors 900, 1000 et 1.100 francs. On fit jouer augmentations et revalorisation sur ces chiffres dérisoires. On procéda pour les catégories moyennes de façon moins scandaleuse de manière à les faire apparaître aux yeux des travailleurs des petites catégories, comme privilégiées par rapport à eux. Si bien qu'un mouvement chez les commis laissait à peu près indifférents facteurs, employés et ouvriers, et réciproquement.

C'est ainsi que l'an dernier en fin mai et commencement de juin, les facteurs parisiens firent un mouvement qui n'intéressa qu'une partie de cette catégorie sans les autres catégories — ouvriers aussi bien que commis n'esquissèrent le moindre mouvement de solidarité et d'appui.

Cependant les commis en particulier n'étaient guère au fond plus avantagés. Par comparaison avec leur situation d'avant-guerre, ils marquaient un recul dans la rémunération. Mais ils étaient embourbés dans une machine à diviser parfaite : « la péréquation » des traitements. Celle-ci consistait à comparer les fonctionnaires entre eux et à les traiter selon le mode et les conditions de recrutement. C'était non seulement les dresser contre d'autres fonctionnaires mais encore introduire dans le problème des questions de prestige et de hiérarchie.

Ce sont tous ces éléments divers qui permirent à l'Etat-patron de recommencer à trois ou quatre reprises la comédie de l'augmentation des traitements. On ne comprendrait pas tout le caractère de l'explosion de colère récente chez les commis même après des années et des années de désillusion et de recul si nous n'abordions pas l'important problème du « double recrutement ».

Le double recrutement du personnel

Jusqu'en 1919 les commis des Postes étaient recrutés par voie de concours. Ils constituaient non seulement un des éléments les plus importants du personnel d'exécution, mais en outre, ils fournissaient, par voie de concours, à l'intérieur de l'administration, les cadres de contrôle et de direction administratifs. A partir de 1919, une deuxième catégorie dans le personnel d'exécution fut créée : les manipulants. Ceux-ci devaient être recrutés parmi les facteurs et les employés reconnus aptes à remplir, après examen, une partie des mêmes fonctions que les commis. L'initiative vint des groupements en 1919.

L'administration sauta sur l'occasion. C'était d'abord une économie. Elle en fit en outre une arme de division. Création de manipulants ? Très bien, répondit-elle, mais entendons-nous : à condition de définir leurs fonctions. Celles-ci seront confinées dans les besognes techniques matérielles et les commis rempliront les fonctions de contrôle et direction inférieures. Et l'Administration recruta à outrance les manipulants, commis de deuxième zone et travaillant au rabais.

En quoi consistait cette manœuvre : confier les besognes d'exécution à des travailleurs ayant une instruction moins développée et réduire les commis à n'être plus qu'une pépinière de cadres ? Cette dernière catégorie diminuée en effectifs devenait de ce fait moins dangereuse. Mais il y avait de la part de l'Administration une arrière-pensée politique.

Les commis des Postes étaient pour la plupart issus des milieux petits bourgeois, plus particulièrement de la petite bourgeoisie rurale des départements du Midi. Mais à ce titre ils avaient reçu une instruction plus étendue que la plupart des travailleurs.

Ils étaient intellectuellement de formation secondaire. On n'a pas assez attaché d'importance dans la corporation à ce fait capital. La culture primaire est un enseignement destiné par la bourgeoisie capitaliste à ses futurs esclaves. Elle dote les futurs exploités des connaissances pratiques élémentaires nécessaires à l'exercice des métiers modernes et aux besoins courants de la vie ; elle se garde d'éveiller chez eux l'esprit critique qui les inciterait à méditer sur leur condition d'esclave. L'enseignement primaire est une culture au rabais.

La culture secondaire au contraire — par ses méthodes sinon par son esprit — est une gymnastique intellectuelle. Elle apprend aux hommes, selon le mot de Lénine, à se servir de leur cervelle. Quel danger pour la classe dirigeante que des travailleurs, même issus de petite bourgeoisie, soient dotés d'un pareil enseignement ! Quel danger surtout quand ils sont au service de l'Etat - patron et qu'ils tendent à devenir de plus en plus des travailleurs industrialisés, détenteurs d'une force économique vitale. Quel danger enfin en vertu de leur position dans la lutte de classes ! Les commis des Postes ne sont pas des travailleurs industrialisés, plus instruits que les autres travailleurs : ils sont au carrefour où risquent de se rejoindre, au moment d'une crise aiguë et qui de ce fait peut être décisive, les classes moyennes de la ville et des campagnes — oscillantes, indécises, et désorientées et dont ils sont issus — et le prolétarial, classe révolutionnaire dans le régime actuel.

Conjonction redoutable que la bourgeoisie dirigeante veut empêcher à tout prix de se réaliser. 1909 lui enseigna que la conjonction était possible. Par tous les moyens, par la ruse surtout — pour éviter le recours à la force, dangereux en l'occurrence — ou alternativement par l'une et l'autre, elle veut éviter un nouveau 1909. Or 1909 fut déclenché par les commis. D'où la machine infernale du « double recrutement » qui tend à réduire la catégorie à sa plus simple expression, diminue, par suite sa capacité revendicative et les isole du gros de l'armée corporative en tentant d'en faire une caste aristocratique à part.

Depuis des années les travailleurs des P.T.T. subissaient les brimades, se sentaient diminués, mortifiés, blessés. Ils encaissaient sans rien dire, ayant le sentiment intime que les divisions où se débattait la corporation les vouaient à l'impuissance.

C'est tout cela qui a explosé le 15 mai quand le bureau du syndicat des agents confédérés lança l'ordre de grève. Etait-il possible d'étendre et de généraliser la bataille, de pousser à fond le conflit ? L'arrêt momentané du mouvement est-il un acte de prudence et de sagesse ou une simple manœuvre réformiste de liquidation ? C'est ce que nous examinerons dans notre conclusion de cette étude et en évoquant les leçons qui se dégagent de la grève de 1909.

UN GREVISTE DE 1909.

Le "Comité pour l'Indépendance" précise sa ligne politique

L' « indépendance » du syndicalisme, ce n'est qu'un mot, et c'est aussi une formule dangereuse autant qu'usée. Elle est usée parce qu'elle a montré déjà ce qu'elle valait, et elle est dangereuse parce qu'en réalité elle cache quelque chose. Elle cache *une tendance politique*, qu'on le veuille ou non.

Le *Cri du Peuple* veut être l'organe de « l'indépendance du syndicalisme ». C'est-à-dire qu'il se déclare prêt à abriter toutes les tendances politiques que l'on retrouve dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, du moment qu'elles respectent le principe de l' « indépendance » du syndicat. Cette prétention est tout à fait vaine, et le *Cri du Peuple* en offre lui-même la preuve. Dans le *Cri* on ne trouve pas du tout l'expression d'un ensemble de tendances, une « image réduite de ce que devrait être la C.G.T.U. » mais plutôt les différentes nuances d'une seule tendance, *qui est celle de la droite liquidatrice du communisme*. Derrière « l'indépendance », il y a la tendance de droite, l'aile du mouvement ouvrier qui cherche l'unité politique avec la social-démocratie, et qui combat furieusement toute tendance pour qui le communisme n'est ni un mot creux, ni un mouvement périmé. Dans le *Cri*, il n'y a pas l'expression de l'aile gauche du mouvement communiste, mais uniquement celle des différentes nuances de la droite.

Chacun sait que pour le *Cri*, comme pour l'*Humanité*, pour les droitiers comme pour les centristes, la gauche se résume d'un mot : les « trotskystes ». Cela leur tient lieu d'explication ; c'est commode. Mais cela n'empêche en rien que l'*Humanité* soit l'expression d'une tendance bureaucratique zigzaguante, réagissant tant bien que mal aux impulsions et aux critiques de la gauche, et que le *Cri* soit à sa manière un instrument de la liquidation du communisme pour qui la gauche et la *Vérité* sont aussi à craindre que la direction stalinienne de l'*Humanité*.

Le *Cri* essaye d'abriter sa besogne derrière l'étiquette de l'indépendance. C'est précisément notre rôle de montrer ce qu'il y a derrière cette étiquette, afin d'empêcher que les camarades que la politique de l'*Humanité* décourage et repousse n'aillent glisser sur la pente douce de l'indépendance, mais viennent consciemment grossir les rangs de l'opposition de gauche.

Nous disons que le *Cri du Peuple*, qu'il le veuille ou non, n'est qu'une variété dans la tendance de droite, qu'il est politiquement lié au Parti ouvrier et paysan, voire à la S.F.I.O., et internationalement à la tendance Brandler.

Nous avons cité il y a quinze jours un passage où Sellier affirme que ses conceptions politiques sont analogues à celles exprimées par Chambelland dans le *Cri*. Dunois, membre du P.O.P. par transition et aujourd'hui membre du Parti socialiste, est un des leaders du *Cri*. Nous avons maintenant Jimel, dont les théories ressemblent étrangement à celles de l'économiste de *Monde*, qui donne de vastes directives politiques au *Cri* (voir numéros du 21 et 28 mai), directives *étroitement* apparentées à celles de Brandler en Allemagne. Tout cela constitue incontestablement un amalgame, où chacun se prévaut de ses particularités, (comme il est de règle chez les droitiers qui sont localistes) mais qui possède une indiscutable *unité de ton*.

Jimel a commencé une série d'articles dans le *Cri* sur « la crise capitaliste et la classe ouvrière ». Le premier de ces articles n'était qu'un tissu de banalités et de généralités sur la crise mondiale et la situation de la France dans cette crise. Le second, qui s'occupe *des classes*, est déjà plus significatif.

Dans le premier article, l'auteur résumait ainsi les tâches de la classe ouvrière : « Elle doit mettre à profit le *répit que lui laissent les événements* pour consolider ses positions et pour prévoir les lignes principales sur lesquelles *elle aura à faire face à l'offensive bourgeoise*. Elle doit connaître ses alliés éventuels *dans les batailles futures* et préparer ses organisations et son action de manière à être en mesure de mobiliser à chaque moment le maximum de forces contre l'attaque de l'adversaire » (souligné par nous). Nous avons déjà ici une expression brandlérienne caractérisée du rôle du mouvement révolutionnaire dans une période de soi-disant « accalmie », c'est-à-dire en réalité, d'offensive de la bourgeoisie et de réaction. En Allemagne, l'offensive de la bourgeoisie est si violente et « le répit » se traduit par tant de millions de chômeurs, que Brandler est obligé d'adopter un programme de lutte immédiate, et de s'engager, avec une tactique fausse, dans les batailles immédiates, sans attendre les « batailles futures ».

Mais le résidu de Brandler, Jimel, prend pour base de son appréciation la faible profondeur de la crise capitaliste en France par rapport à l'Allemagne, et aussi le degré moindre d'organisation de la masse. Autrement dit ses phrases creuses sur la crise mondiale ne l'empêchent pas de considérer la France comme un pays où la classe ouvrière a un « répit », et n'a à se préoccuper que de « batailles futures ». D'où cette appréciation extraordinaire et pédantesque que la classe ouvrière française a aujourd'hui pour tâche de mettre à profit le « répit » qui lui est accordé pour « prévoir les lignes principales sur lesquelles *elle aura* à faire face à l'offensive bourgeoise ». Jimel prend visiblement le répit qu'il s'accorde pour un répit accordé à la classe ouvrière. C'est un endormeur.

Ainsi se démasque vraiment le caractère de la politique des liquidateurs du communisme, et entre autres du *Cri du Peuple* : aux affirmations des staliniens sur « l'imminence de la guerre » et « la prise du pouvoir » comme perspective prochaine, ils opposent la théorie du « répit » qui ressemble beaucoup à celle des « 20, 30 ans... où le pacifisme va abuser les masses ouvrières. »

Nous pensons que cette théorie est fausse. Ce que Jimel appelle un « répit », c'est en réalité l'offensive de la bourgeoisie comme conséquence de la stabilisation capitaliste des années 1923-24, offensive qui s'est traduite par une succession de défaites du mouvement ouvrier (aggravées et parfois déterminées par les erreurs stratégiques de l'Internationale Communiste), par la rationalisation qui entraîne l'exploitation accrue des ouvriers et la baisse de salaire. Ce « répit » se traduit donc par une attaque de la bourgeoisie; et à cette attaque la classe ouvrière doit et peut répondre *immédiatement*, principalement grâce à une juste tactique syndicale révolutionnaire. Ce n'est pas d'une « bataille future » qu'il s'agit, mais d'un combat actuel, qui décidera justement du sort des batailles futures.

A la tactique fausse de l'I. C. Jimel n'oppose qu'une attitude passive de repliement, et d'attente. Or l'offensive bourgeoise se continue, et « n'attend » pas. Dans ces conditions la théorie de l'attente et du répit équivaut au glissement vers les positions social-démocrates, sous couleur de « consolider les positions » et de reformer « l'unité » de la classe ouvrière préalablement à toute lutte d'envergure.

Dans son deuxième article, Jimel tente une analyse de la classe ouvrière vraiment lamentable, et qui laisse prévoir la force des conclusions qu'il tirera de cette analyse. Voici le paragraphe le plus significatif : « Un grand nombre se méfie de l'organisation de classe (?). L'individualisme atavique (?) les pousse à se débrouiller seuls. C'est le labeur acharné pour l'achat d'un fonds de commerce, d'un bout de terrain et la construction d'une maison, etc... D'autres y adhèrent, mais dans un but étroitement utilitaire et corporatif (fonctionnaires, employés des services publics). Une troisième catégorie, férocement exploitée dans l'industrie, a tendance à réagir spontanément, aveuglément, en poussée de violence sans lendemain. »

Pourquoi Jimel n'éclaire-t-il pas sa lanterne ? De quelle « organisation de classe » s'agit-il ? S'agit-il du syndicat ? Et qui sont ceux qui réagissent « spontanément, aveuglément » ? c'est-à-dire en dehors d'une organisation de classe ?

L'explication est simple ; Jimel n'ose pas exposer crûment son opinion. En clair, le paragraphe cité signifie ceci : « Pour de nombreuses raisons, les prolétaires ne sont pas syndiqués. Certains se limitent au réformisme (à un « but étroitement utilitaire et corporatif »). Enfin, la catégorie la plus exploitée lutte avec le Parti communiste et la C.G.T.U. « en poussée de violence sans lendemain. »

C'est donc une condamnation des organisations de classe révolutionnaires, parti communiste et C.G.T.U. auxquelles on substitue les nuages d'une « organisation de classe » sans définition. Après cela, il ne reste plus à *Jimel* et au *Cri du Peuple* qu'à rechercher un type abstrait d'organisation de classe réalisant l'unité, en vue des batailles futures. Mais ne nous y trompons pas, ces abstractions cachent le glissement vers le réformisme.

Nous avons saisi un exemple pour montrer ce que cache l'« indépendance » du syndicalisme. Nous en trouverons d'autres.

L'Opposition Unitaire de la C.G.T.U. et la *Vérité* comprennent autrement leur tâche de redressement du mouvement révolutionnaire. Aux erreurs de la direction du Parti, elles n'ajoutent pas les erreurs des liquidateurs. Sellier ni Chambelland ne sont des moyens de lutter contre Semard et Monmousseau. Pour lutter contre la direction confédérale, qui est la même que celle du Parti, *il faut rester sur le terrain du communisme*, sur le terrain de la lutte syndicale défini par le 3e congrès de l'I.C.

Sémard et Monmousseau sabotent et déforment la juste tactique marxiste de l'I.C. et de l'I.S.R. dans leurs premières années, jusqu'en 1923.

Chambelland et Sellier la renient entièrement.

Seule l'opposition de gauche s'en revendique entièrement, pleinement. Sur le terrain syndical, comme sur le terrain politique, elle est décidée, non à reculer, mais à avancer. Et pour cela elle refusera toujours un accord avec les liquidateurs dont la besogne essentielle est le déracinement du communisme dans la période historique actuelle, c'est-à-dire l'achèvement du travail entrepris par les directions dégénérées de l'I.C. Sémard travaille pour Chambelland, mais Chambelland travaille aussi pour Sémard.

LAURENT.

Pour le mouvement communiste des étudiants

Notre récente polémique exige des précisions sur notre attitude à l'égard de l'U.F.E. Sans doute le principe même de l'U.F.E. est faux — et les « J.S.S. » en exagèrent le ridicule. Les staliniens considèrent l'université comme une usine, où exploités et exploiteurs sont aux prises. Or l'école est autre chose, une machine de guerre aux mains de la classe ennemie. Quels que soient les intérêts qui séparent riches et pauvres (non pas exploiteurs et exploités!) c'est pourtant au même titre que la bourgeoisie les accepte dans son école ; pour servir le capitalisme. Par conséquent le travail communiste ne peut consister à armer les étudiants plus pauvres pour leur permettre d'acquérir plus aisément leurs diplômes d'embourgeoisement. Pour tous ceux des étudiants qui partagent les aspirations de la classe ouvrière, la lutte consiste à se mettre à ses côtés contre l'université même, à dénoncer et à saboter — eux qui sont dans la place, la machine à fabriquer des « élites ». Ce compromis amorphe du « syndicalisme estudiantin » méconnaît aussi le processus fondamental qui amène une petite couche des étudiants à la révolution, à savoir la révolte contre leur milieu social, contre le cadre exigu de la famille bourgeoise, contre la vie médiocre, mesquine, étouffante qui leur est imposée. Le travail des communistes consiste à exploiter cette révolte primaire, à la canaliser dans les formes de la théorie et de l'action révolutionnaire. Tâche essentiellement d'éducation qui vise bien moins à atteindre la masse des étudiants qu'à sélectionner parmi eux quelques camarades sûrs.

Pour cela il faut rompre avec le « syndicalisme estudiantin » en faillite. Avec le pot pourri des revendications ménagères et de la petite guerre avec les J.P. : il faut revenir aux fractions communistes, créer et animer des groupes d'études, porter les contradictions dans les groupes de sociologie et autres, et former des militants pour les organisations révolutionnaires. Bien entendu tous les camarades doivent être intégrés au mouvement ouvrier et militer dans les cellules. La principale activité économique de la fraction consisterait à s'adresser aux étudiants qui travaillent pour gagner leur vie en les engageant à adhérer au syndicat de leur corporation, ce qui n'a jamais été fait jusqu'ici, les cheffaillons de l'U.F.E. ayant adopté ce principe saugrenu qu'ils sont exploités non pas en tant qu'ouvriers, mais en tant qu'étudiants !

Ainsi, l'U.F.E. est une organisation fondée sur un principe absurde ; mais c'est tout ce qui reste du mouvement communiste. Pouvons-nous nous réjouir de la voir péricliter ? évidemment non ! — Mais c'est à nous de lui donner une base sérieuse. A nous de montrer les causes réelle de cette maladie incurable que tous les efforts des bureaucrates seront impuissants à guérir. A nous de faire justice du bluff du syndicalisme estudiantin et de donner pour base à notre action la lutte des étudiants contre l'université bourgeoise. Le rôle de l'opposition n'est pas d'accentuer la débâcle du communisme officiel, mais d'être là, sur la brèche, partout où la secte des bureaucrates a amoncelé des ruines. — *Un communiste de l'U.F.E.*

DANS LES BAGNES CAPITALISTES DU BOURGET

Samedi après-midi, à 13 h. 30, un ouvrier de la Compagnie Electro-Mécanique employé à l'équilibrage des moteurs électriques était occupé sur un moteur de sept tonnes. Il a été tué au cours de son travail.

Les mesures de sécurité indispensables n'ont jamais été prises par la direction de l'usine pour parer aux dangers certains que présente ce travail. En faisant glisser la courroie sur l'arbre du moteur avec un morceau de bois, ce camarade eut la main happée et fut entraîné sur la courroie. Il eut le crâne et la poitrine défoncés, la main sectionnée ; il est mort sur le coup.

La responsabilité de la maison est entière, car ce travail peut être exécuté sans danger à condition qu'existe un dispositif d'embrayage particulier. On fait des économies d'installation et de matériel puisque la vie des travailleurs, ça ne compte pas pour les actionnaires qui se contentent d'empocher les dividendes.

Ce camarade était membre de la section locale du S.R.I. ; il laisse une veuve et deux enfants. Il était mutilé de guerre, amputé d'une jambe.

Un correspondant.

L'offensive contre l'Opposition unitaire

Un "grand discours politique" de Monmousseau

La commission exécutive confédérale devait répondre officiellement à la plate-forme de l'Opposition unitaire. Deux semaines passèrent et rien ne vint. Ce n'est pas trop s'avancer que de supposer, chez les dirigeants de la C.G.T.U., une certaine gêne.

Enfin, à défaut d'un texte officiel, on se décide à tenter un semblant de réponse. C'est Monmousseau qui vient de faire « bénéficier » le Congrès de la fédération unitaire des postiers d'un « grand discours politique » destiné à « démasquer » la nouvelle Opposition.

Dans ce discours, Monmousseau insiste particulièrement sur « cinq points » qui ont séparé nettement, au dernier Congrès de la C.G.T.U., la majorité confédérale de ses adversaires. On constate d'abord, dans le galimatias « d'affirmations », que Monmousseau baptise pompeusement les « cinq points », « l'affirmation » que la crise est « insoluble » dans le cadre capitaliste et « soluble » dans le cadre de la révolution prolétarienne ; deuxième point : « affirmation » de « l'essor révolutionnaire » du prolétariat à l'échelle mondiale ; les deux « affirmations » qui suivent ont trait à la « constitution de deux blocs de classe, engagés tous les deux dans une lutte à mort », à la tactique classe contre classe sur le plan syndical et à la rupture nette avec l'ancienne forme de front unique, sentimental et, enfin, le dernier point : « c'est qu'étant donné que la crise du capitalisme est insoluble, la classe ouvrière marche à la révolution... »

C'est ce déluge « d'affirmations », sans un essai quelconque de justification, qui constitue la réponse des chefs majoritaires à la plate-forme de l'Opposition. Celle-ci n'en souffrira guère, au contraire !

Fermeté à toute épreuve

Habituellement, Monmousseau cite volontiers Molotov, mais pour cette occasion et pour honorer sans doute les postiers, il y va d'une citation de Staline lui-même. Dans cette citation, il est dit que : « Quand on accomplit un tournant, les gens qui ne s'y attendent pas et ne sont pas fermes sur leurs pieds tombent. Certains deviennent fous furieux parce qu'ils n'ont pas vu le tournant, d'autres sont éclopés. »

Rendons grâces à Monmousseau. La citation de son maître est admirable. Nous la comprenons ainsi : il y a des gens qui sont toujours « fermes sur leurs pieds », les « tournants » ne les surprennent jamais ; une grande « fermeté » alliée à une encore plus grande souplesse leur fait accepter et défendre allègrement toutes les politiques, tous les « tournants », tous les zigzags. Ils se contentent « d'affirmations » du genre de celles citées plus haut et pour prix de leur grande « fermeté », il leur est permis de garder leurs postes. Monmousseau est un de ces hommes « fermes ».

On sait qu'au sujet de la formule « indépendance du syndicalisme », qui constitue la plate-forme des minoritaires, l'Opposition unitaire se différencie nettement de ces derniers. Monmousseau l'avoue. Il convient que les dirigeants de l'Opposition unitaire « n'osent pas en aller jusque-là ». Jusque-là, c'est « l'indépendance du syndicalisme ». Naturellement, il ne faut pas attendre de Monmousseau une explication quelconque de cette constatation. C'est déjà trop et la déconvenue des dirigeants unitaires est trop grande, d'avoir vu surgir une Opposition refusant de s'engager sur la voie équivoque de « l'indépendance » et qui préconise une politique nettement révolutionnaire en face de la politique bureaucratique et pleine d'aventures de Monmousseau et de ses amis.

Monmousseau ne pouvait pas manquer « d'enchaîner » en passant, le mouvement des postiers. Aussi, la « troisième période » reçoit-elle un renfort appréciable. Oui, il paraît que le mouvement des postiers s'enchaîne, avec, notamment, les révoltes d'Indochine, de l'Inde et aussi avec le Congrès des soviets de Chine (!). Le Congrès des soviets de Chine, dont la réalité doit ressortir du même domaine que les convictions révolutionnaires de Tchang-Kaï-Chek s'enchaînant avec la grève des postiers ! C'est vraiment là une trouvaille, ; mais l'Opposition unitaire ne sera pas écrasée par de si burlesques « affirmations ».

Qui vide les syndicats ?

Maintenant, tenez-vous bien. Il paraît aussi que la bourgeoisie est derrière l'Opposition unitaire. C'est elle qui a monté cette « nouvelle machine », « arrangée », « fignolée », etc., contre la direction confédérale. Cette nouvelle « affirmation » juge l'auteur ; elle est digne de la théorie des « cinq affirmations ». Monmousseau ne peut pas ne pas constater le vide causé dans la C.G.T.U. par sa politique Mais avec impudence, il renvoie la balle à ses adversaires. Il ose parler du Syndicat des produits chimiques rendu, dit-il, squelettique par Chabanon. Pas l'ombre d'une preuve pour étayer cette affirmation du même calibre que les autres. Monmousseau n'ignore pas que c'est la fraction communiste qui a dirigé durant des années ce syndicat.

Et que ne nous parle-t-il du Syndicat parisien des métaux, lequel compte 3.000 adhérents, sur plus de 300.000 métallurgistes de la région ? Quiconque est capable d'un minimum de réflexion, conviendra que la situation dans les métaux est plus favorable que dans les produits chimiques n'employant qu'un personnel facilement renouvelable et où le degré de « qualification » du personnel est en général beaucoup plus faible que dans les métaux.

Mais la diversion de Monmousseau est trop grossière. La baisse des effectifs est un fait et elle intéresse l'ensemble de la C.G.T.U. Il faut voir les grandes fédérations, par exemple, celle des cheminots, où les confédérés sont près d'atteindre les effectifs unitaires (les confédérés au lendemain de la scission étaient réduits — notamment sur le P.-L.-M., — à des effectifs dérisoires, celle des métaux et celle du textile : toutes trois majoritaires!

La réponse de Monmousseau témoigne de l'impuissance des dirigeants de la C.G.T.U. à répondre à la plate-forme de l'Opposition unitaire.

Nous ne sommes pas dupes. Nous savons que les dirigeants confédéraux appréhendent le développement de l'Opposition unitaire. Le malaise règne dans les rangs de la majorité confédérale. La situation chez les cheminots est particulièrement suggestive. Avant le Premier Mai, les dirigeants du Parti voulaient imposer à la fédération des cheminots des mots d'ordre excessifs, d'une rigidité telle que la majorité de la C. E. fédérale avait passé outre, malgré les objurgations de Monmousseau et de Gitton. Or, on a remarqué la temporisation inhabituelle dont font preuve, à l'égard des cheminots rebelles, la direction confédérale. Pourquoi ne fait-on plus « d'autocritique » ? Pourquoi ? Parce que la fédération des cheminots est l'épine dorsale de la C.G.T.U. et parce que Monmousseau et ses amis — qui savent si bien rester « fermes au moment des tournants » — craignent avant tout de la perdre. Du coup, plus « d'éclopés », plus de « fous furieux » chez les cheminots.

L'Opposition unitaire sera pour les militants syndicaux, communistes, qui ne peuvent se résoudre à appliquer les mots d'ordre inspirés par la « troisième période », un refuge et un appui. Et ce ne sont pas les réponses — genre Monmousseau — qui entraveront la marche en avant de l'Opposition unitaire.

GOURGET.

Sur ce même discours, un camarade de l'Enseignement nous adresse les remarques suivantes :

Le 30 mai, le secrétaire général de la C.G.T.U. a prononcé, nous a appris en deux numéros successifs l'*Humanité*, un grand discours politique contre la Fédération de l'Enseignement.

Monmousseau connait quelque peu notre Fédération. Il a assisté à plusieurs de ses congrès; il a entretenu d'assez nombreuses conversations particulières avec ses principaux militants. Si grande que soit sa souplesse, si faciles ses pirouettes, il ne niera pas les quelques faits que nous tenons à lui rappeler. C'est Monmousseau qui, en 1928, rédigea en plein congrès, la motion de la majorité, qu'il traite dédaigneusement aujourd'hui de confusionniste. C'est lui qui, dans son bureau, invitait les « fous furieux », les « vieilles barbes » qui se trouvent à notre tête, à résister « *aux jeunes, formés par l'appareil du Parti, manquant totalement d'expérience, remplaçant par des formules le savoir syndical* »; qui, dans la même séance, traitait, en termes que les petits-bourgeois que nous sommes évitent d'employer à l'égard de leurs adversaires, mais que Cambronne n'aurait pas reniés, les responsables de l'I.T.E., coupables de trop céder aux charmes enchanteurs de l'Unité. Enfin, le même Monmousseau disait à Dommanget que les communistes devaient être prudents dans le domaine syndical, qu'il était d'une suprême maladresse d'effrayer inconsidérément la masse, qu'en se barbouillant de rouge, la *Vie Ouvrière* manquerait à son devoir et ferait tort à l'idée communiste.

Passé lointain ! La roue de l'Histoire a tourné ! Les événements changent ! Et Monmousseau tonne contre nous. Du bruit, du vent, nulle fulgurance ! Que nous apprend-il ? Que nous sommes de « *la multitude de forces de la bourgeoisie* », liguées contre la C.G.T.U. Nous croyons, dit-il, que la crise économique présente est soluble dans le cadre capitaliste ; nous osons nier l'essor révolutionnaire du prolétariat ; nous combattons, même sur le terrain syndical, la tactique classe contre classe ; nous chantons le duo sentimental de l'unité; nous refusons de voir la marche à la révolution et à la dictature du prolétariat.

Nous n'avons pas, dans ce journal qui respecte ses lecteurs, à réfuter ou à commenter de tels arguments, pas plus qu'il ne nous convient d'établir la discrimination entre le Comité pour l'Indépendance et nous. Dénué de scrupules, Monmousseau nous trace un « large tableau », une « fresque saisissante » des perspectives mondiales. Les postiers, partis en lutte pour le beefsteak, ne se sont jamais doutés que la rationalisation, les licenciements (mais oui, dit Monmousseau), la répression en étaient les causes déterminantes. Pas plus qu'ils ne se sont doutés que leur mouvement ne pouvait s'isoler de celui « *des 6 millions de chômeurs américains, des 3 millions de chômeurs allemands et des 2 millions de sans-travail anglais. On ne peut l'isoler de la grève des 100.000 ouvriers du Yorkshire que les réformistes viennent de trahir.*

« *Le mouvement des postiers s'enchaîne au mouvement insurrectionnel des colonies avec les révoltes d'Indochine, des Indes, avec le congrès des soviets de Chine.* »

Etonnez-vous ensuite que la bourgeoisie se soit cabrée et qu'elle ait pratiqué des coupes sombres dans les rangs des grévistes ! Avec sa perspicacité habituelle elle a rapidement discerné le lien étroit unissant la grève pour les 22.500 francs à l'insurrection de Yen-Bay ! Monmousseau le lui dit : c'est Moscou qui a déclenché l'action dans les centraux !

Seuls les opportunistes de l'Enseignement nient une telle évidence. Mais qu'ils se tiennent sur leurs gardes ! Ils ont beau délaisser « la vieille bécane du Comité pour l'Indépendance » pour se prélasser dans la *machine améliorée, « fignolée, nickelée, avec des phrases* (sic) *un peu gauches* (resic) *aux armes trotskystes* », leur sort sera réglé d'ici peu. Qu'ils circulent librement dans le mouvement syndical, oui, c'est une gracieuseté qu'on peut leur faire ; mais leur laisser des directions syndicales, non ! Monmousseau veut à ces directions des « *militants voyant clair devant eux.* » Et nous connaissons, sur ce point, sa pensée exacte : il veut des militants taillés sur son gabarit, aux convictions interchangeables, à l'échine souple.

Cherchez autre-chose dans son grand discours. Les militants de l'Enseignement n'éprouvent nul besoin de l'éplucher ni d'y répondre. On n'épluche pas l'inexistant, on ne répond pas au vent.

UN INSTITUTEUR SYNDIQUE.

OPTIQUE

Dans la *Révolution Prolétarienne*, Péra, de l'Inde, écrit : « De Paris, j'étais prêt à confondre notre cause avec celle des leaders gandhistes. Maintenant non ». Heureusement que nous n'avons pas tous besoin de faire le voyage pour nous faire une opinion sur le gandhisme réactionnaire et la lutte de classes aux Indes ! Mais il est évidemment urgent que la rédaction du *Cri du Peuple* et celle du *Ça Ira* fassent le déplacement, parce qu'elles soutiennent toujours le gandhisme et la révolution nationale aux Indes, dont les intérêts sont déjà en grande partie opposés à ceux du prolétariat ouvrier et paysan.

POUR NOTRE FONDS OPPOSITIONNEL D'ENTR'AIDE

En réponse à l'appel paru dans notre dernier numéro, nous avons déjà reçu un certain nombre de souscriptions. Nous rappelons aux membres de la Ligue Communiste et aux lecteurs de la VERITE qu'il s'agit de donner une aide tout à fait nécessaire à plusieurs de nos camarades frappés par la répression gouvernementale, et que cette aide doit être donnée immédiatement.

PIERRE DOMINIQUE

LA COMMUNE

Grasset 15 fr.

La Commune de Paris préface de la Révolution russe.

Ligue Communiste
(Opposition)

La réunion de la Bellevilloise

En organisant une réunion publique à Paris sur les événements d'Indochine, nous nous proposions à la fois d'en dégager, devant les militants, la signification véritable et de souligner la nécessité de l'aide sans réserves que les ouvriers français doivent apporter aux révolutionnaires indochinois. A cet effet, Gérard fit d'abord un large exposé de la conquête, puis de la « mise en valeur » de l'Indochine par les civilisateurs à la Homberg, puis il montra l'insuffisance flagrante de l'action entreprise par le Parti et par *l'Humanité*.

La première partie de son discours fut écoutée dans un complet silence. Mais, quand il aborda la critique de *l'Humanité*, ce fut un assez joli vacarme. Comme si une consigne avait été donnée, des membres du parti interrompaient systématiquement, niant les choses les plus certaines. L'un d'eux vint à la tribune, et, comme par hasard, il s'était muni de deux numéros de *l'Humanité* contenant d'assez longs articles sur Yen-Bay ; il y avait même une affiche. Le camarade Lebourg lui expliqua ce qu'est le léninisme et la tactique qu'il comporte dans la lutte pour la libération des peuples opprimés par l'impérialisme. Personne ne songe à nier que *l'Humanité* ait parlé de Yen-Bay. Ce qu'on lui reproche, c'est la façon dont elle en a parlé, c'est-à-dire comme de toutes choses, superficiellement, se taisant les jours où la meute colonialiste était particulièrement déchaînée, et se montrant, par suite, incapable d'entraîner les ouvriers dans l'action puissante qui aurait tenu la répression en échec.

Un autre contradicteur devait faire une intervention particulièrement intéressante. C'était l'administrateur de *l'Humanité*, Cormon, que le Parti, inquiet de voir sa carence révélée, avait spécialement délégué. Cormon avait pour tâche particulière d'exposer aux camarades indochinois tout ce que le Parti avait déjà fait pour eux et ce qu'il comptait faire. Mais il n'y avait pas d'Indochinois dans la salle. Prévoyant que les flics de Chiappe les cueilleraient à la sortie — selon la coutume que le Parti a laissé s'implanter, — nous avions fait le nécessaire pour qu'ils ne viennent pas. Alors, s'adressant à nous, Cormon nous reprocha de tromper systématiquement les camarades indochinois, de les exciter contre le Parti, — exactement comme les bourgeois dénoncent les « meneurs » qui montent la tête aux bons ouvriers et les poussent dans des grèves. Nous pensâmes à ce moment à la réponse foudroyante que le délégué du Parti aurait reçue si l'un de nos amis avait pu être présent et comment il lui aurait expliqué les raisons pour lesquelles les communistes des pays colonisés ou semi-colonisés se tournent maintenant vers l'Opposition de gauche ; ils ont bien compris, eux, les leçons de la révolution chinoise. Toutefois, il faut dire que Cormon reconnut que l'action du Parti avait été en partie insuffisante et que c'est seulement sous la pression de la base qu'il l'avait finalement intensifiée.

Un camarade étranger vint tirer la conclusion. Il avait suivi attentivement les débats ; il devait constater que seule l'opposition de gauche avait apporté quelque chose de précis et d'utile — ce qui fit hurler ceux qui croient être de bons communistes en approuvant aveuglément et toujours la direction. Et il déclara donner son adhésion à la Ligue communiste.

Des lecteurs de la VERITE nous signalent qu'ils n'ont pu se procurer le dernier numéro chez leur marchand habituel, le dépôt ordinaire s'étant trouvé rapidement épuisé. Nous avons tenu compte de leurs indications, mais nous profitons de l'occasion pour rappeler que l'abonnement est pour nous le meilleur soutien.

On s'abonne à la VERITE, en envoyant 13 francs pour six mois; 25 francs pour un an, au compte chèque postal : P. Frank 136-855 Paris.

Correspondance

Dans les Charentes

Cette région avant tout agricole ne comporte aujourd'hui qu'un mouvement révolutionnaire réduit à sa plus simple expression. Celui-ci groupait surtout des cheminots, autour desquels gravitaient les autres corporations, (métallurgie, bâtiment...), ainsi que des éléments paysans. En ce moment, les syndicats unitaires de cheminots sont en régression très nette, tandis que les confédérés progressent.

Dans les villes comme Saintes, Rochefort, Angoulême, les organisations (parti et syndicats) n'ont pas de vie. A la fonderie de Rupelle, le parti a une influence très faible ; le syndicat unitaire est entre les mains des partisans de l'indépendance du syndicalisme, dont certains étaient au parti, il y a seulement un an, et d'autres appartiennent au parti socialiste communiste ; pour eux, le rôle qu'ils attribueraient à un parti ouvrier, c'est principalement d'avoir des députés qui introduisent leurs délégations auprès des ministres ! Ce n'est qu'à La Rochelle et à La Pallice que le parti conserve ses positions. Il y a à cela diverses raisons. D'abord, le centre n'y exerce, comme sur toute la région, qu'un contrôle extrêmement faible; il n'y a pas de permanent, pas de journal vraiment régional (le *Travailleur*, imprimé à Limoges, sert pour les Charentes) ; aussi les rares militants n'ont pas été trop embarrassés par la « ligne du parti » quand se posent des questions locales, et ils s'en tirent. Ensuite, ils ont eu à mener une lutte particulièrement difficile contre les confédérés dont l'influence était puissante jusqu'à la dernière grève des dockers de La Pallice. Ceux-ci ont été vaincus par suite de la façon dont les chefs confédérés ont mené la grève ; aussi le syndicat réformiste des dockers voit ses effectifs diminuer ; malheureusement, le mouvement unitaire n'arrive pas à développer son organisation, par suite de l'hostilité existant entre la direction confédérale et la Fédération des Ports et Docks.

Dans les campagnes, le mouvement révolutionnaire est aussi peu brillant ; par ci, par là, un camarade sans influence notable. Une exception à Surgères, petite agglomération, où se trouvent quelques camarades dont les seules relations avec le centre consistent dans l'achat de timbres et de cartes. Enfin, sur la côte, à Marennes, Oléron, Bourcefrance, quelques cellules et un syndicat solide des pêcheurs.

Ce n'est pas au moment où le communisme est en régression dans les grandes régions industrielles qu'on peut escompter qu'il ait une bonne figure dans une région comme la région charentaise. Cependant, là aussi, il existe une situation qui eût été favorable à son développement : dans les villes, les salaires sont des plus bas ; les meilleurs spécialistes ont à peine 4 fr. ou 4 fr. 25 de l'heure, alors que, les loyers exceptés, la vie est aussi chère qu'à Paris. Dans les campagnes, la chute des prix du blé crée un mécontentement assez notable ; mais, dans cette région de propriété morcelée, ce qui a été accumulé pendant les bonnes années, permet de tenir le coup aujourd'hui. En ce qui concerne le parti communiste lui-même, la région des Charentes est peut-être une exception pour toute la France : ce qui reste est constitué par des éléments appartenant, pour la plupart, au parti au moment du Congrès de Tours; la région ne fait pas de recrutement ; la jeunesse n'y a jamais eu de développement. Les éléments qui la constituent n'ont que des liens très lâches avec le centre ; les thèses sur la radicalisation et le nouvel essor révolutionnaire des masses les impressionnent assez peu ; certains même, le disent assez haut, mais il n'y a pas d'appareil pour sévir. Quant à l'opposition, elle possède quelques camarades actifs dont l'influence s'étend.

SOUSCRIVEZ POUR LA « VERITE »

Aucheur, 10 fr. ; Chatelain, 4 fr. 80 ; Légel, 50 fr. ; L.M. 10 fr. ; Un jeune oppositionnel, 10 fr. ; Baillet, 50 fr. ; N.N., 50 fr. ; Un camarade de la Vendée, 5 fr. ; Un jeune du 8e rayon, 2 fr. ; Un étudiant, 5 fr. ; L.G. 10 fr. ; Groupe de Paris (versements individuels hebdomadaires, deux semaines), 240 fr. Total : 446 fr. 80.

La Lutte de Classes

A partir du prochain numéro (21-22 mai-juin), le prix du numéro sera de 3 francs et le prix de l'abonnement de 30 francs pour un an et de 15 francs pour six mois. (Pour l'étranger : 40 et 20 francs).

Le prochain numéro, exceptionnellement double, coûtera 5 francs, et comprendra toute une série d'articles d'un intérêt immédiat. Citons entre autres :

Le suicide de Maïakovsky, par Trotsky. — *Capitalisme ou socialisme ?*, par Trotsky. — *Sur la question syndicale : l'Opposition unitaire dans la C.G.T.U. Encore une fois au sujet de Marx et la question syndicale* (J. Graef). — *La question syndicale en Allemagne* (Kommunist). — *La politique Syndicale aux Etats-Unis.* — *Sur les colonies : L'Internationale Communiste et la révolution hindoue.* — *Les problèmes révolutionnaires de l'Indochine* (Sneevliet). — *A propos de Madagascar et de l'Algérie* (Ariat). — *En Espagne : La situation du mouvement ouvrier* (Lacroix). *La situation économique* (Aparicio). — *La situation en Autriche* (Landau). — *A propos du Congrès socialiste* (Ariat). — *L'accumulation capitaliste et le désarmement* (Sizoff), *etc., etc.*

Enfin : Au fond de l'impasse, éditorial *sur la politique du P.C. depuis le Premier Mai.*

Tous nos camarades devront avoir en mains ce numéro. Rappelons-leur que le meilleur moyen de suivre la revue est de s'abonner.

On peut trouver la revue, à Paris :

A la Vérité, 45, boulevard de la Villette, (10e)

La Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10e).

Librairie Picart, 29, boulevard St-Michel; (5e).

La Lumière, 69, boulevard St-Germain.

Au Commerce des Idées, 26, boulevard Saint-Michel.

Librairie Gibert, boulevard St-Michel.

Les Revues, 47, rue Monsieur-le-Prince.

Au BRÉSIL

L'opposition lance un journal

Nos camarades de l'opposition communiste au Brésil viennent de faire paraître le premier numéro de leur journal : A Lucta de Classe (La Lutte de Classe.)

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'opposition de gauche au Brésil est réunie autour du « groupe communiste Lenine », qui possède de fortes attaches ouvrières à Rio-de-Janeiro et Sao-Paulo, la plus grande ville industrielle du Brésil.

Nous saluons avec enthousiasme la parution de ce journal qui renforce l'opposition de gauche sur le sol américain. Dorénavant, quatre journaux de l'opposition de gauche existent en Amérique, autour desquels il faut organiser la classe ouvrière et que pour cela il faut largement répandre et développer : *The Militant*, aux Etats-Unis, *Bulletin de l'Opposition Communiste*, au Mexique, *A Lucta de Classe*, au Brésil, et *La Verdad* en Argentine.

Le journal de nos camarades brésiliens paraîtra probablement bi-mensuellement. Il comporte quatre pages d'un grand format. Dans ce premier numéro, on trouve un éditorial sur « nos objectifs », des articles sur le 1er mai, sur la nouvelle politique du P.C., des Notes Syndicales, une abondante chronique ouvrière de Sao-Paulo, le testament de Lénine, et un extrait de Trotsky sur la « radicalisation » des masses.

Dans l'éditorial, nous lisons : « *A lucta de classe* est, avant tout, la conséquence dialectique de deux faits : 1) une situation objective favorable au travail d'agitation et d'organisation des masses ; 2) l'aggravation des erreurs de direction du Parti communiste. Elle apparaît au moment même où ces erreurs atteignent leur point culminant et où devient absolument nécessaire la parution d'un organe de lutte de classe qui s'appuie sur les idées fondamentales de l'œuvre révolutionnaire de Marx et de Lénine. »

Le Gérant : P. FRANK

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-X
Tél : Ménilmontant 77-

LES REVUES

EDITIONS - LIBRAIRIE
47, rue Monsieur-le-Prince
Paris (6e)

Dernières publications

COLLECTION ORANGE

G. Plekhanov

LE MATERIALISME MILITANT

Préface de **A. Deborine**
Traduction de **S. Engelsen**
Le volume : 12 francs

Max Beer

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME ET DES LUTTES SOCIALES

Tome Ier : **Les luttes sociales dans l'Antiquité**

Traduction, seule autorisée par l'auteur, de **Marcel Ollivier**

Prix : 12 francs

Demandez les conditions de souscription aux cinq volumes

F. Engels

LUDWIG FEUERBACH ET LA FIN DE LA PHILOSOPHIE CLASSIQUE

suivi des

Thèses de Marx sur Feuerbach

Introduction, traduction et Notes de **Marcel Ollivier**

Prix : 10 fr. 50

"Nos poètes"

V. Maïakovski

LE NUAGE DANS LE PANTALON
NOTRE DIMANCHE
CHAROGNES
ODE A LA REVOLUTION

Préface de **Trotski**

Le volume : 9 francs

POEMES D'OUVRIERS AMERICAINS

Traduits par
N. Guterman et P. Morhange

3e édition

Le volume : 9 francs

A paraître incessamment à nos Editions :

Ilya Ehrenbourg

10 CV
et
LA RUELLE DE MOSCOU

Chèque postal : Paris 626-76

La Vérité

Hebdomadaire
Organe de la Ligue Communiste (Opposition)
45, Boulevard de la Villette, Paris Xe
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855 Paris
Directeur politique : **A. Rosmer**
Administrateur : **P. Frank**